



Le drapeau albanais flotte derrière le canon d'un fusil tenu par un combattant de l'UCK lors d'une cérémonie à Likosane, au Kosovo, en février 1999.
(© Ami Vitale/Getty Images)

La «culture des armes» au Kosovo:

QUESTIONS SUR L'ORIGINE D'UN CONFLIT

8

LA «CULTURE DES ARMES» ET LE CONFLIT: UN LIEN FAUSSÉ?

La notion de «culture des armes» apparaît occasionnellement dans le débat sur les armes légères, où elle est associée notamment à celle de conflits armés. Bien que rarement définie, l'expression «culture des armes» est communément utilisée pour identifier un ensemble particulier de «raisons» à la présence et à l'utilisation des armes légères dans une société donnée – raisons qui vont au-delà des besoins «économiques» ou «utilitaires» des individus et des dynamiques des marchés locaux ou internationaux. Dans ce sens, la «culture des armes» est utilisée pour désigner un ensemble de valeurs et de normes – sociales et légales – d'une société donnée, qui rend acceptables et légitimes la présence d'armes à feu et leur possession par les individus. Par exemple, la possession d'armes légères – principalement d'armes à feu – par la population civile peut être considérée comme un symbole de statut, de virilité, ou comme un moyen d'assurer sa sécurité lorsque l'Etat ne peut pas ou ne veut pas s'en charger.

La «culture des armes» est parfois traitée, notamment par les médias, comme étant la «cause» même d'un conflit armé. Parfois, ils présentent la «culture des armes» comme la raison principale de la prolifération exacerbée des armes légères dans une société donnée, prolifération qui serait elle-même la cause de l'éclatement de la violence dans des régions qui connaissent des formes variées d'instabilité politique¹. Il arrive même que cette relation tridimensionnelle soit réduite à un processus en deux phases dans lequel la «culture des armes» contribue directement au conflit armé². Dans ce dernier cas, «la culture des armes» est assimilée à la «culture de la violence», qui peut être définie comme «un système de normes et de valeurs sociales formelles et informelles qui acceptent la violence comme une forme possible, normativement acceptable, et potentiellement nécessaire de comportement et de relations entre les individus» (Martín-Baró, 1983, p. 127).

La «culture des armes» a été considérée comme la raison principale de l'échec des programmes de reconstruction post-conflit³. Cette approche a généré des conclusions quelque peu simplistes, voire condescendantes. Par exemple, en ce qui concerne les difficultés rencontrées par les Forces au Kosovo (KFOR) de l'OTAN dans ses initiatives de démilitarisation post-conflit, un commentateur a affirmé que «la facilité avec laquelle il est possible de disposer d'armes au Kosovo signifie non seulement que les tensions ethniques, mais aussi toute forme de conflit, des bagarres de café aux conflits commerciaux, est résolue avec une arme» (Farnam, 2003). Un observateur local a répété ces mots:

Dans cette région du monde, on observe une forte croyance dans la loi coutumière basée sur le principe «œil pour œil...» Il est louable que la KFOR essaie de collecter des armes, mais c'est une mission impossible... De notre vivant, la loi n'a jamais abouti à rien, seules les armes ont introduit un peu de justice. Alors, tu t'accroches à ton arme (Farnam, 2003).

Bien que ces propos semblent confirmer que la «culture des armes» peut mener à un conflit armé, ils s'appuient principalement sur des hypothèses non vérifiées plutôt que sur une recherche systématique. Le but de ce chapitre est d'apporter un nouvel éclairage sur le rapport entre «culture des armes» et conflit armé, à travers l'étude des liens existant entre la «culture des armes» des Albanais et l'entrée du Kosovo dans la guerre civile dans les années 1990. Ce chapitre aborde également brièvement quatre autres cas – ceux du Salvador, de la Géorgie, du Kirghizstan et du Tadjikistan, qui renforcent les conclusions de l'étude de cas principale⁴.

Les conclusions essentielles de ce chapitre sont les suivantes:

La «culture des armes» ne donne pas automatiquement lieu à un conflit armé.

- La «culture des armes» ne donne pas automatiquement lieu à un conflit armé. Si le rapport entre les deux est étudié sérieusement, l'interaction entre les attitudes sociales face à la présence d'armes, tout comme les processus et les situations économiques, politiques et historiques, doivent être pris en compte.
- Les références au sens large à la «culture des armes» ont parfois peu de sens compte tenu du fait que les différents groupes de la société n'ont souvent pas le même rapport aux armes à feu; des écarts importants existent entre les sexes, les classes sociales, les classes d'âge, et les groupes ethniques. A cet égard, le concept de «culture nationale des armes» représente une grossière simplification.
- Les attitudes sociales vis-à-vis des armes peuvent évoluer au fil du temps, de sorte qu'il n'est pas possible de parler d'une culture des armes permissive (ou restrictive) stable. Comme d'autres caractéristiques culturelles, la «culture des armes» n'est pas un fait établi, mais le produit d'interactions sociales et politiques. A ce titre, elle peut évoluer en permanence et être renégociée par les membres d'une collectivité donnée.

Les textes qui suivent fournissent une vue d'ensemble historique des comportements des Albanais de souche à l'égard des armes à feu au Kosovo⁵. Ils tentent de montrer que, contrairement à ce qui est fréquemment affirmé, être habitué à la présence d'armes légères et choisir de les utiliser pour atteindre des objectifs politiques sont deux choses totalement différentes; la première ne mène pas forcément à la seconde.

Le cas du Kosovo est particulièrement intéressant pour au moins deux raisons. D'abord, la «culture des armes» parmi les Albanais du Kosovo a souvent été considérée comme un facteur clef, si pas *le* facteur clef, expliquant le conflit armé ainsi que l'instabilité post-conflit. Ensuite, le Kosovo est un exemple paradigmatique pour l'ensemble de la région des Balkans, dont la «culture des armes» est souvent citée pour expliquer une «violence atavique». De telles hypothèses simplistes ont souvent fourni des explications, lorsque d'autres raisons n'étaient pas trouvées; dans le cas du Kosovo, elles ont détourné l'attention de l'opinion publique des décisions de la communauté internationale de ne pas désarmer complètement l'Armée de libération du Kosovo (ALK, ou UCK en albanais), comme mentionné ci-dessous.

LES ARMES LÉGÈRES ET LA «CULTURE DES ARMES» CHEZ LES ALBANAIS DU KOSOVO

Introduction

A l'étranger, le Kosovo est souvent représenté comme un pays possédant une forte «culture des armes»⁶. Celle-ci a été décrite à son tour comme étant un facteur clef du conflit du Kosovo durant les années 1990, lorsqu'un nombre croissant d'Albanais de souche ont pris les armes contre les représentants de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) qui les opprimait. Un certain nombre de rapports ultérieurs ont également présenté la «culture des armes» comme l'une des raisons fondamentales des problèmes de sécurité et de stabilité qui touchent la province au cours de la période post-conflit⁷.

Ces opinions sont remises en cause par le fait que la réaction des Albanais du Kosovo face au renforcement de la répression serbe a été pacifique durant la première moitié des années 1990. En effet, comme on le verra en détail ci-dessous, un effort concerté a été consenti pour mettre un terme aux vendettas (de manière à unifier les Albanais) et répondre à la répression en utilisant des moyens pacifiques. Cependant, au cours de la seconde moitié des années 1990, l'UCK et son approche militariste, basée sur les armes, ont gagné du terrain dans la province.

Aujourd'hui, le Kosovo est saturé d'armes détenues par des particuliers (Khakee et Florquin, 2003, p. 11-26; Mustafa et Xharra, 2003). Les amnisties et les programmes de contrôle et de collecte de l'ONU n'ont pas permis de réduire le nombre d'armes illégales toujours en circulation⁸. Néanmoins, les doutes ont grandi concernant le poids de la «culture des armes» chez les Albanais de souche comme une explication à cette situation⁹.

Au cours des années 1990, les mouvements de résistance militants et pacifistes faisaient tous deux référence au droit coutumier albanais – habituellement englobé sous le terme ottoman de *kanun* – afin de promouvoir la solidarité entre Albanais de souche. La tradition approuve la possession privée d'armes basée sur le besoin réel ou subjectif d'autorégulation en ce qu'elle assure la survie, règle les conflits et permet d'obtenir justice et dignité dans un environnement peu sûr. Parallèlement, cependant, la possession d'armes a toujours favorisé le pouvoir et le prestige de groupes d'intérêts spécifiques.

Tant le camp pacifiste que le camp militant se sont approprié et ont utilisé avec succès les références au *kanun*; toutefois, c'est l'échec de la tentative de ce dernier de gagner le soutien international contre la persécution de la majorité albanaise du Kosovo qui a fait pencher la balance en faveur du «camp de la guerre», lui-même ancré dans les zones rurales et la diaspora (Krala, 2003, p.163).

Dans la province, ce passage d'une résistance non armée à une résistance armée montrait que les normes traditionalistes rurales gagnaient du terrain sur celles liées à la classe moyenne urbaine. Aujourd'hui, ces normes traditionalistes influencent encore les comportements des Albanais de souche du Kosovo¹⁰.

Encadré 8.1. Culture, violence et armes légères au Salvador

En 2003, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a publié l'étude *Armas de fuego y violencia* (Armes à feu et violence) au Salvador. La section concernant les armes et la «culture de la violence» se penche sur les attitudes sociales face à l'acquisition et à l'utilisation des armes à feu dans le pays, ainsi que leur lien éventuel avec la prolifération des armes légères parmi les civils. L'étude conclut que, bien que les facteurs culturels soient complexes et parfois difficiles à saisir, ils peuvent apporter un nouvel éclairage sur la présence d'armes dans une société donnée. Cependant, contrairement aux hypothèses les plus courantes, le rapport établit que la prolifération d'armes dans la société salvadorienne n'est ni récente, ni exclusivement liée aux 12 années de guerre civile qui ont pris fin en 1992 (p. 125). Au contraire, l'étude affirme que la prolifération d'armes est liée à un système social établi depuis longtemps, qui légitime la violence comme moyen d'interaction. Dans ce sens, l'étude se réfère explicitement à la «culture de la violence».

Pour évaluer les attitudes sociales face à la violence en général et aux armes à feu en particulier, le PNUD a mené des études dans trois domaines particuliers. La première étude évalue la volonté des citoyens à acquérir et détenir des armes à feu. La deuxième s'occupe des attitudes à l'égard des armes à feu et de la violence, comme le fait de considérer les armes à feu comme des instruments d'autodéfense, des moyens de se faire respecter, ou un droit, et si les préférences pour les armes à feu correspondent à l'approbation de l'utilisation de la violence. La troisième se focalise sur les facteurs qui pourraient encourager la «culture de la violence» et l'insécurité, y compris la victimisation et la peur. Le PNUD a sondé 2.434 personnes, sélectionnées parmi différentes municipalités, rurales et urbaines, dans tout le pays. Ces personnes provenaient également de différentes classes sociales et étaient d'âges et de sexes différents¹¹.

Les résultats laissent entendre qu'en ce qui concerne leur rapport avec les armes, les Salvadoriens sont essentiellement divisés par le genre, l'âge et le clivage urbain/rural. Les hommes et les jeunes provenant des zones rurales ont davantage tendance à acquérir et à utiliser des armes à feu (p. 132). Les jeunes hommes sont particulièrement enclins à acheter des armes à feu s'ils vivent en zone rurale, s'ils ont été les victimes directes de la violence ou s'ils ne se sentent pas en sécurité en raison d'un environnement violent ou parce qu'ils ont souvent entendus des coups de feu (p. 157).

La plupart des personnes qui achètent des armes affirment le faire dans un but d'autodéfense ou pour protéger leur famille. Dans ce sens, les armes à feu sont considérées comme des instruments de défense plutôt que comme des moyens d'agression (p. 133). Néanmoins, les chercheurs ont également noté la perception des armes à feu comme des instruments utilisés pour se faire respecter, une opinion plus fréquemment rencontrée dans les zones où le taux de possession d'armes est élevé (p. 133). Cette notion implique que les armes peuvent attribuer une sorte de statut à des personnes dépourvues d'autres moyens de se distinguer, comme un niveau de formation supérieur ou une position socio-économique avantageuse. L'étude a également permis de découvrir que 18% de la population sondée perçoit la possession d'armes à feu comme un droit.

Le tableau d'ensemble qui se dégage de cette étude met l'accent sur une «culture de la violence» qui repose sur des systèmes de valeurs qui acceptent et légitiment l'utilisation de la violence dans des circonstances particulières, comme en cas d'adultère ou d'autodéfense (p. 137). L'acquisition d'armes à feu par des particuliers semble alors se baser sur cette «culture de la violence», si bien que la présence et la circulation des armes à feu dans la société salvadorienne s'appuie sur des comportements sociaux légitimant l'utilisation de la violence et de l'agression comme un moyen de garantir la sécurité.

Dans les grandes lignes, cette étude indique que les «cultures des armes» ne sont pas toujours à l'origine des «cultures de la violence», mais que ces dernières peuvent sous-tendre les cultures des armes. De plus, le rapport confirme que l'application de l'expression «culture des armes» à tout un contexte national est probablement simpliste ou imprécise.

Source: PNUD (2003)



Des manifestants en faveur du Kosovo scandent des slogans autour d'un cercueil factice lors d'un rassemblement à la Maison-Blanche à Washington DC, en avril 1999.

© Michael Smith/Getty Images

Comme le montre cette étude de cas, il existe certaines limites à la compréhension du comportement d'une société particulière sur la base de simples dichotomies comme une «culture des armes forte/faible». En effet, même une reconnaissance profondément ancrée de la présence des armes ne se traduit pas automatiquement par un comportement violent dans des situations conflictuelles. Le rapport peut sans doute être inversé: les «cultures de la violence» peuvent elles-mêmes sous-tendre le développement de cultures permissives des armes (voir encadré 8.1).

Dans le cas du Kosovo, des modèles traditionnels de comportement social, comme le *kanun* et la *besa* (voir ci-dessous), peuvent être utilisés par différents groupes aux objectifs divers, chacun ayant des implications importantes pour la position de la société quant au fait ou non de prendre les armes. Il s'ensuit que les concepts d'approche culturelle des armes à feu ne peuvent pas servir d'explication unique pour l'adoption par un groupe ou une société d'attitudes militaristes; au contraire, ces composants culturels doivent être examinés dans un contexte historique, économique et politique plus large.

Les origines historico-culturelles de la «culture des armes»

Les sources traditionnelles sur l'Albanie septentrionale et le Kosovo laissent supposer que la «culture des armes» possède non seulement de profondes racines historiques dans la vie paysanne et pastorale des villages de montagne, mais aussi qu'elle a été définie par le régime ottoman et ses méthodes de recrutement des soldats¹².

En premier lieu, comme ceci se passait dans toutes les sociétés montagnardes des Balkans, les bergers utilisaient des armes pour se protéger contre les bêtes féroces et les braconniers (Coon, 1950, p. 10; Hasluck, 1954, p. 204-05). Ensuite, le système ottoman de «loi indirecte» encouragea le développement du droit coutumier local connu sous le nom de *kanun*¹³. Ce droit se basait sur le principe d'autorégulation (y compris l'autodéfense) et garantissait la disponibilité de ressources militaires, en termes d'effectifs et d'équipements, provenant des sociétés locales aux frontières de l'Empire.

A partir de la seconde moitié du XIV^e siècle, les Ottomans recrutèrent des «soldats esclaves», connus sous le nom de *janissaires* (ce qui, en turc, signifie «nouveaux soldats»), dans les familles chrétiennes des Balkans, par le biais d'un impôt obligatoire appelé *devshirme* (Keegan, 1994, p. 214, 346). Au cours des siècles suivants, de nombreux *janissaires* issus d'Albanais de souche, particulièrement ceux qui s'étaient convertis à l'islam, seraient arrivés à des grades importants au cours de leur carrière militaire ottomane. Les fils de familles paysannes albanaises appauvries s'engagèrent également dans les forces armées ottomanes en tant que mercenaires semi-réguliers ou servirent dans des troupes mercenaires (*levend*), souvent en conflit avec le pouvoir central, par exemple s'ils étaient payés pour défendre les intérêts d'un gouverneur. Ils envoyaient régulièrement de l'argent à leur famille étendue (Hahn, 1854, p. 63; Faroqhi, 1995, p. 68-69). Dans l'Empire, les mercenaires albanais devinrent connus sous le nom de *Arnavuts* (ce qui signifie «des Albanais» en turc) ou *Arnauts* (Malcolm, 1998, p. 150-02). Ils devaient amener leurs propres armes, comme c'était souvent le cas dans l'Empire ottoman (Faroqhi, 1995, p. 68); cet «investissement» semble avoir été rentable, étant donné que les «Albanais qui servaient dans les forces de l'Empire ottoman rentraient chez eux avec des objets de luxe, comme des objets en or, des

armes incrustées d'argent et de magnifiques chevaux arabes» (Vickers, 1998, p. 26). Ce n'est que vers la fin du régime ottoman au début du XX^e siècle que le «gouvernement turc» arma systématiquement certains clans d'Albanais musulmans pour combattre des groupes chrétiens (Durham, 1909, p. 121)¹⁴.

A partir du XVII^e siècle, dans un objectif de recrutement militaire, les Ottomans introduisirent un ordre politique de représentation basé sur des unités territoriales appelé *bajrak* (ce qui signifie «pavillon ou étendard militaire» en turc). Le but des *bajraks* était de «distinguer les chefs locaux qui pourraient fournir les combattants... et qui obtiendraient un statut et des privilèges en retour» (Malcolm, 1998, p. 16). La base du système de *bajrak* était territoriale plutôt que tribale. Par conséquent, la région d'un grand clan pouvait être divisée en plusieurs *bajraks*, dont chacun était géré par son propre *bajraktar*; un clan de taille moyenne pouvait former un *bajrak*, alors que plusieurs petits clans pouvaient être intégrés dans un *bajrak* unique. Au Kosovo, «en raison de la dispersion géographique des clans, le *bajrak* devint une unité importante et les *bajraktars* exercèrent un pouvoir important au niveau local en tant qu'administrateurs, chefs militaires et arbitres des conflits» (Malcolm, 1998, p. 16).

Ces *bajraks*, qui étaient soumis directement à la conscription militaire ottomane, garantissaient que pour deux «maisons» voisines, l'une fournisse un soldat, l'autre son équipement (Peinsipp, 1985, p. 29n)¹⁵. Cependant, d'autres sources laissent supposer que chaque «maison» devait fournir et le soldat et son équipement (voir encadré 8.2). A partir du XVII^e siècle, cet équipement comprenait des armes à feu introduites par des experts en armes anglais, hollandais, français et suisses, engagés par l'armée ottomane pour moderniser son arsenal (Keegan, 1994, p. 346). Parallèlement, la production clandestine d'armes à feu prospérait, principalement pour satisfaire les demandes des troupes mercenaires irrégulières; il devenait donc relativement facile pour tous de se procurer des armes (Faroqhi, 1995, p. 69; Inalcik, 1974). Un observateur note à propos du «pays Gheg»¹⁶ «Les armuriers des bourgs découvrirent que les montagnards étaient avides d'obtenir les armes nouvelles avec lesquelles ils pourraient non seulement défendre leur vallées natales contre les envahisseurs, mais également vider leurs querelles locales» (Coon, 1950, p. 44).



Janissaires avec leurs armes. Recrutés par les Ottomans, la plupart des janissaires albanais de souche arrivèrent à des grades élevés au cours de leur carrière militaire.

© Mercenaires albanais au service de l'armée ottomane, ouvrage publié par Lemezier en 1857 (lithographie), Preziosi, Amadeo (1816-82) / Collection privée, Collection Stapleton/www.bridgeman.co.uk

Encadré 8.2 «Rituels de guerre»

Lorsque [un *bajraktar*] apprenait que la guerre était imminente et que des troupes étaient nécessaires, il devait immédiatement informer la tribu en tirant, dans un premier temps, huit coups successifs en l'air, puis en envoyant le messager officiel appelé *kasnec* pour informer la population et indiquer le nombre d'hommes demandé. Le nombre habituel était d'un homme par maison. L'assemblée était bientôt au complet, car il était honteux d'hésiter ou de se cacher chez soi et on ne tardait pas à rechercher les déserteurs. Lorsque tout le monde était rassemblé, la marche commençait. Deux membres de la tribu, ou quatre dans certains cas, menaient la troupe en chantant. Ensuite, un homme qui était très lié au *bajraktar*, de préférence son fils aîné, portait le drapeau. Les hommes de troupe suivaient, tirant constamment en l'air pour montrer leur joie à l'appel des armes. Aucune tristesse à l'idée de quitter leur maison n'était visible car ceci aurait été considéré comme honteux et indigne d'un homme. ... On ne donnait aucun équipement aux *bajraktars* ou aux «soldats»; chacun apportait son propre fusil et ses propres pistolets et se présentait dans les vêtements qu'il portait d'habitude. Ces soldats ne recevaient aucun entraînement militaire. Leur valeur en tant que soldats reposait sur la pratique des armes qu'ils avaient acquise chez eux. Ceci était généralement suffisant pour faire d'eux de bons tireurs. Après quelques mois, la guerre était finie et ils revenaient chez eux, toujours vêtus de leurs habits de paysans et en tirant toujours en l'air pour exprimer leur joie (Hasluck, 1954, p. 119).

Au milieu du XIX^e siècle, un consul autrichien constata qu'en Albanie septentrionale (et au Kosovo), «tout le monde se promène avec une arme ... la plupart des garçons de plus de 12 ans portent des fusils»¹⁷ (Hahn, 1854, p. 92). La situation est restée en grande partie inchangée à l'aube du XX^e siècle, vers la fin du régime ottoman (Durham, 1909). En 1908, 1910 et 1912, un certain nombre de «tentatives officielles malheureuses visant à désarmer la population» et à imposer la conscription militaire et l'imposition de taxes déclenchèrent des révoltes populaires (Malcolm, 1998, p. 18, 244, 249). En 1910, le gouvernement Jeune-Turc envoya des armées pour étouffer les révoltes et désarmer la population: dans les régions montagneuses de l'Albanie, ce programme permit de recueillir 147.525 armes (Malcolm, 1998, p. 242). Cet événement, dit-on, aurait activé la contrebande d'armes à grande échelle afin de réapprovisionner les stocks régionaux et d'équiper le mouvement albanais du Kosovo appelé *kaçak* (ce qui signifie «hors-la-loi» en turc), une tradition insurrectionnelle à laquelle de nombreux combattants de l'UCK se sont ultérieurement identifiés au cours des années 1990 (Malcolm, 1998, p. 242).

En 1911, les *kaçaks* comprenaient près de 5.000 combattants rebelles, dont près de 100 chefs de clans et de *bajraktars* (Malcolm, 1998, p. 242). A la fin de l'année 1912, lorsque les forces serbes remplacèrent le régime ottoman au Kosovo, le mouvement prit une orientation de plus en plus politique. En effet, «des politiques anti-albanaises du gouvernement [serbe] et des autorités locales... constituèrent un stimulus important pour la rébellion» (Malcolm, 1998, p. 273). A la fin de l'année 1918, les *kaçaks* comptèrent jusqu'à 2.000 combattants principaux et 100.000 adhérents (Vickers, 1998, p. 100). Ils s'opposaient au Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes nouvellement formé et à son programme de colonisation au Kosovo. Dès ses débuts, le mouvement *kaçak* cibra et tua non seulement des civils serbes, mais également des civils albanais qui collaboraient avec les autorités (Malcolm, 1998, p. 273, 278). En général, ses membres provenaient et se battaient dans des zones traditionnelles et rurales, comme la vallée de la Drenica, qui connut des révoltes continues au début des années 1920, ou des environs de Peja/Pec et d'autres villages au nord et à l'ouest du Kosovo (Malcolm, 1998, p. 272-73; Vickers, 1998, p. 99-100).

Les autorités serbes réagirent à l'égard des combattants «en regroupant de nombreuses familles étendues comptant jusqu'à cinquante membres et en les détenant toutes ensemble sous peine de mort jusqu'à ce que leurs proches "hors-la-loi" se rendent» (Vickers, 1998, p. 101). Arrêter et séquestrer les épouses des chefs *kaçaks* fut une technique de guerre particulièrement efficace, étant donné que ces actions défiaient le code d'honneur (Malcolm, 1998, p. 247). De plus, les confiscations de terres privées faisant partie des programmes de colonisation continus des années 1920 et 1930 ciblaient «principalement les possessions des hors-la-loi» (Bogdanovic, 1995). Il n'est pas étonnant que le mouvement de l'UCK des années 1990 soit né dans les villages mêmes dans lesquels l'oppression violente des *kaçaks* et les atrocités commises contre les civils représentent une partie fondamentale de l'histoire des familles¹⁸.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les nazis allemands et leurs alliés occupaient la Yougoslavie, le Kosovo était sous commandement italien, qui favorisait la population albanaise. Par exemple, les occupants italiens

(ont) encouragé la création d'écoles et de médias albanais et [ont donné] aux Albanais du Kosovo le droit de porter des armes. Les Albanais du Kosovo [ont pris leur] revanche sur les Slaves, en harcelant et en chassant les familles slaves... (Mertus, 1999, p. 287).

Toutefois, le Kosovo «sortit de la guerre pour entrer dans la nouvelle Yougoslavie fédérale, en état de siège et avec sa population albanaise aliénée et considérée, comme en 1918, comme une menace pour le nouvel Etat» (Vickers, 1998, p. 143). Alors que le «déséquilibre initial du pouvoir provoquait une dynamique alternée de réaction et de contre-réaction» (Malcolm, 1998, p. 314), l'oppression violente générait sans cesse une résistance armée. Les appels au *kanun* et à ses traditions furent utilisés pour étayer la réaction armée à la répression serbe. Cependant, la référence aux mêmes traditions mit également en œuvre un sens d'identité ethnique et de solidarité parmi les Albanais du Kosovo qui soutinrent la résistance pacifique des années 1990. La connaissance culturelle servit donc de base pour des réactions aux mêmes vagues de répression; ces réactions pouvaient être armées ou non, militantes ou pacifiques.

Kanun, besa et la possession d'armes par des personnes privées dans les zones rurales du Kosovo

Le droit coutumier des Albanais du Kosovo, le *kanun*, était généralement transmis oralement par des proverbes et des dictons. Il est proscriptif plutôt que descriptif sur le plan ethnographique; au cours du temps, les conseils villageois interprétaient et modifiaient sa forme lors des processus décisionnels concernant les conflits sociaux et politiques (Hasluck, 1954). Au Kosovo, ainsi que dans la plupart des régions montagneuses de l'Albanie septentrionale, le seul *kanun* important «est le plus connu d'entre eux: le *Kanun* de Lek Dukagjin» (Malcolm 1998, p. 17)¹⁹. Le *kanun* réglementait tous les aspects de l'interaction sociale et beaucoup de ses caractéristiques sont toujours d'application aujourd'hui. Il définissait les rôles sociaux de la vie familiale et villageoise quotidienne en fonction du sexe et il établissait la conduite et les procédures des rituels interfamiliaux, comme l'hospitalité (*miqesisa*), la vendetta (*gjakmarrje*), la réconciliation (*besë-lidhje*) et la création de la solidarité ou de la confiance sociales (*besa*). Il reposait sur le concept d'«honneur» (*ndera*, associé à la «honte», *marre*) et sur la centralité et le contenu hautement symbolique de la possession d'armes à feu en tant que moyen de défendre l'intégrité et la réputation de la famille. Le *kanun* présupposait un environnement peu sûr où les «autres», sans lien parentaux, pouvaient seulement être qualifiés d'«amis» loyaux (*miqe*), de traîtres (*pabesë*, «sans *besa*» ou *tradhtare*) ou d'«ennemis» potentiels (*armiqtë*)²⁰.

Dans cette société, fondée sur des principes communautaires, où les intérêts collectifs de la famille ou de la tribu surpassaient les aspirations individuelles, une arme était l'unique possession privée d'un homme (Gjeçov, 1933, p. 9, para. 24/3; Hasluck, 1954, p. 60). Dès qu'on jugeait un garçon ou un jeune homme apte à porter une arme, celui-ci en recevait une de son père ou du chef de la famille étendue²¹. Ce rite de transition transformait un enfant en une «personne», un homme «honorable» qui avait des droits fonciers et qui pouvait être impliqué dans des vendettas sanglantes. Sans arme, un homme était considéré comme une femme (Cozzi, 1912, p. 625), étant donné que les femmes, qui n'étaient pas supposées faire l'objet de vendettas sanglantes, n'avaient habituellement pas le droit d'hériter des terres ou de détenir des armes²². La punition la plus efficace qu'un père pouvait infliger à son fils pour avoir agi contre les intérêts de la famille consistait à lui confisquer son arme pendant une ou deux semaines (Gjeçov, 1933, p. 8, para 20/10b). Ce symbolisme des proverbes et rituels, qui faisaient apparaître l'arme comme un «être sacré», soulignait le lien intense existant entre un homme et son arme personnelle (Reiter 1987, p. 155). Des entretiens avec des villageois font apparaître que les garçons recevaient traditionnellement leur arme à l'âge de 16 ans; cependant, plus récemment, un jeune homme n'était considéré comme «l'égal» des autres hommes adultes de la famille qu'après son retour du service militaire yougoslave²³. Comme dans beaucoup d'autres sociétés (voir encadré 8.3), la possession d'armes à feu en est donc venue à représenter la virilité, en créant une fracture sexuée dans les attitudes sociales envers la possession d'armes légères.

Un enfant devenait un homme lorsqu'il recevait sa première arme.

Encadré 8.3 Armes et masculinité

L'interprétation des armes à feu en tant que symbole de la masculinité est une caractéristique courante dans un bon nombre de sociétés, qu'elles soient traditionnelles ou industrialisées. Comme le souligne un rapport d'Oxfam et d'Amnesty International, «les concepts conventionnels concernant la masculinité confèrent aux hommes le rôle de protecteur et de défenseur et, dans bon nombre de cultures, ce rôle est symbolisé par la possession d'une arme» (Oxfam et Al, 2003, p. 47). Cette conclusion s'appuie sur le fait que la possession d'armes est essentiellement un phénomène masculin dans des pays aussi différents que les États-Unis, le Canada, le Kosovo et Israël (Oxfam et Al, 2003, p. 47; Ben Nun, 2004, p. 35).

Cependant, le lien qui existe entre les armes à feu et les concepts de masculinité peut être encore plus explicite. Au Liban, par exemple, dans la région de Baalbek, des personnes célèbrent encore la venue d'un garçon en annonçant: «Nous comptons une arme en plus» (AFSC et RHSC, 2002, p. 3). En ce qui concerne l'Afghanistan, un observateur de la BBC a remarqué que «le port d'arme est un passeport pour la société adulte chez la plupart des hommes» (Morris, 2003). De même, un correspondant en Irak septentrional a déclaré: «Il est rare de rencontrer un Kurde adulte qui ne porte pas au moins une arme à feu» (O'Loughlin, 2003). De manière plus générale, les armes à feu sont souvent considérées comme faisant partie intégrante de la «virilité» dans les pays du Moyen-Orient (AFSC et RHSC, 2002, p. 3).

Historiquement, un Albanais faisait allusion à son arme comme à «son épouse» ou à «son loyal compagnon»; il affirmait aussi être «marié avec son arme» et que «son épouse devait l'appeler», par exemple en

déchargeant son arme de joie lors de son arrivée à destination ou en exprimant sa colère en tuant un autre homme (Peinsipp, 1985, p. 228, 230). Après une vengeance sanglante couronnée de succès, le fusil de l'homme «pouvait être raccroché» et «aller dormir» (Hasluck, 1954, p. 220)²⁴. Une expression utilisée dans la rhétorique *kanun* pour désigner un meurtre accompli était «fusil déchargé»²⁵. Un homme pouvait laisser une cartouche pour symboliser une menace de mort, le transfert d'un devoir de vendetta ou la preuve d'un meurtre accompli au cours d'une vendetta, surtout si la balle était délibérément laissée sur le lieu du meurtre pour que la communauté reconnaisse qu'un honneur bafoué avait été vengé (Hasluck, 1954, p. 212-13, 217, 221, 228-29)²⁶. De plus, il était prévu que l'arme d'un homme tué lors d'une vendetta devait être placée convenablement près de sa tête, afin d'éviter une dette de sang plus élevée dans le futur. En réalité, le vol d'un arme, particulièrement dans de telles circonstances, comptait comme un «demi-sang» ou un «sang» complet, correspondant respectivement à une femme et un homme, en fonction de la région (Hasluck, 1954, p. 229). Le *Kanun* de Lekë Dukagjin spécifiait que le meurtrier qui volait l'arme de sa victime devait «deux sangs» et devait être considéré comme une «gueule noire» (Gječov, 1933, p. 81, par. 847). Dans le même esprit, un homme dont on avait volé l'arme devait tuer le coupable, même si cela pouvait déclencher une vendetta, car l'émasculatation symbolique découlant du vol d'une arme était considérée comme un affront pour l'honneur d'un homme. Dans ce cas, le voleur, mais non le vengeur, devait affronter l'expulsion et les pénalités de la communauté (Hasluck, 1954, p. 205, 208, 244; Gječov, 1933, p. 89, par. 952).

Les dispositions
claires du *kanun*
définissent
comment manipuler
les armes dans
diverses situations.

Alors que la possession d'armes par des hommes était considérée comme naturelle, le *kanun* tentait de réglementer les risques potentiels liés à cette possession. L'arme d'un invité lui était toujours enlevée à son arrivée dans une maison, comme signe de bienvenue et de précaution; on la pendait à un crochet spécialement conçu à cet effet (Gječov, 1933, p. 65, para. 614-15). Les hommes qui osaient brandir leur arme lors d'assemblées villageoises ou tribales risquaient la mort pour avoir mis en danger la sécurité publique; des dispositions précises réglementaient le maniement des armes dans de telles situations, comme le fait de tenir l'arme sur les genoux (Hasluck, 1954, p. 151). Des règles fixaient également les conséquences des morts accidentelles, lesquelles, en l'absence de la notion de circonstances atténuantes, menaient inévitablement à «une dette de sang». Par exemple, si l'arme d'un invité tombait du crochet et se déchargeait accidentellement pour tuer un membre de la famille hôte, celui qui recevait était tenu responsable si le crochet avait cédé, par contre, l'invité était tenu pour responsable si la bandoulière du fusil s'était cassée (Gječov, 1933, p. 89, para. 946, 948).

De façon peu surprenante, les observateurs ont identifié la possession d'armes comme faisant partie intégrante du «système juridique» des Albanais de souche; un commentateur remarque qu'au début du XX^e siècle, les hommes avaient encore l'habitude de nier «joyeusement leur possession devant les tribunaux modernes, notamment si ceci permettait de sauver un ami ou un proche, ou permettait de dissimuler la possession d'un fusil; cette arme étant leur principal trésor, ils auraient nié «500 fois» sous serment en avoir eu une en leur possession» (Hasluck, 1954, p. 194).

Contexte, continuité et changement

Au sein de la Yougoslavie communiste, les traditions du *kanun* rural du Kosovo furent «modernisées» à de nombreux égards et adaptées aux exigences de la vie «moderne» en Yougoslavie.

A la suite du conflit dit du Kominform en 1948, lorsque les relations politiques entre la République fédérale socialiste de Yougoslavie et l'Albanie se détériorèrent fortement, les Albanais de souche du Kosovo furent généralement soupçonnés d'intérêts sécessionnistes²⁷. Sous l'infâme ministre de l'Intérieur Alexander Rankovic, ils durent affronter un régime basé sur la terreur et marqué par des exactions et des purges fréquentes menées par la police secrète yougoslave, situation qui contribua de manière significative à la polarisation au Kosovo. A partir de cette époque, la province semble s'être vidée effectivement d'un nombre important d'armes individuelles, dont certains pensaient qu'elles auraient pu favoriser une insurrection armée.

Un signe de cette approche, au milieu des années 1950, fut l'obsession grandissante de la chasse aux armes des Albanais du Kosovo; des villages entiers furent isolés et les hommes interrogés ou battus. Le traitement réservé à ceux qui refusaient de remettre une arme fut si sévère

que beaucoup d'Albanais achetèrent par prudence une arme afin d'avoir quelque chose à présenter (Malcolm, 1998, p. 321).

Malgré ces mesures, les Serbes nationalistes continuèrent de suspecter les Albanais de souche de détenir des armes à titre privé.

Le Kosovo ne fut pas le seul pays où les traditions de la possession d'armes furent mises en question par un régime centralisé. Au cours de la période soviétique, la Géorgie, le Kirghizstan et le Tadjikistan connurent des stratégies similaires (voir encadré 8.4). Dans tous ces cas, l'interaction entre les normes sociales nouvelles et anciennes entraîna des changements dans la «culture des armes» ambiante, ce qui indique que cette dernière, comme tout concept social, est loin d'être une caractéristique permanente ou rigide d'une communauté donnée.

Encadré 8.4 Des «cultures des armes» changeantes en Géorgie, au Kirghizstan et au Tadjikistan²⁸

La «culture des armes» est souvent considérée comme un phénomène monolithique ou homogène. Cette simplification conceptuelle voile deux éléments importants. D'une part, comme l'indiquent tous les exemples traités dans ce chapitre, les «cultures des armes» affichent souvent des degrés de variation importants parmi les groupes sociaux dans une société donnée. D'autre part, elles peuvent changer avec le temps, car les membres d'une communauté modifient leur contenu et leur sens. Ces deux caractéristiques sont mises en évidence dans la brève comparaison qui suit entre la Géorgie, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

Avant leur inclusion dans l'Union soviétique, la Géorgie, le Kirghizstan et le Tadjikistan présentaient chacun un ensemble spécifique d'attitudes et de valeurs par rapport à la possession et à l'utilisation des armes. Au Kirghizstan et au Tadjikistan, la possession d'armes n'était pas répandue, mais associée au contraire à des couches ou des activités spécifiques de la société (par exemple, l'aristocratie ou la chasse). En Géorgie pré-soviétique, où les conflits étaient continuels, les armes légères étaient au départ luxueuses et onéreuses, étant principalement détenues par la noblesse. Avec l'introduction des revolvers au XIX^e siècle, la possession d'armes par des civils devint plus courante. En outre, en Géorgie, comme au Tadjikistan, les armes légères étaient considérées comme un symbole de masculinité.

Avec l'avènement du régime soviétique, les trois sociétés furent soumises à un contrôle restrictif des armes qui exigeait que les armes détenues par des civils soient enregistrées, les permis étant principalement délivrés aux chasseurs. La possession illégale était extrêmement rare. Dans l'ensemble, les autorités éliminèrent les armes de la vie civile, à l'exception de certaines zones rurales et des chasseurs. Au cours des années 1950, dans le contexte de la Guerre froide, la rivalité avec les pays occidentaux incita les responsables soviétiques à améliorer la préparation militaire des forces armées et de la population en général. La vie soviétique se militarisa fortement: un pourcentage important de la population travailla au sein des forces armées; les jeunes hommes servaient en tant que conscrits dans l'armée pendant un terme de trois ans; les adolescents acquièrent des notions militaires de base, y compris la manipulation des armes, dans les écoles et les universités. Cette approche familiarisa les citoyens à l'utilisation des armes dans ces trois pays, alors que les autorités s'efforçaient de glorifier les soldats et l'excellence militaire. En même temps, les armes étaient largement associées à la sphère militaire et à la défense de l'Union soviétique contre une éventuelle attaque de l'Occident. Cependant, les armes ne faisaient plus partie de la vie civile.

Ces trois sociétés semblent avoir adapté et appliqué la norme qui considérait la possession d'armes par des civils comme inappropriée; porter et utiliser des armes en dehors du contexte de la chasse ou de la défense devenait inacceptable sur le plan social et punissable sur le plan légal. Cependant, les Géorgiens semblent avoir adopté ces pratiques à contre-cœur, leur attitude traditionnellement positive à l'égard des armes de petit calibre étant restée intacte, surtout chez les jeunes hommes.

Lors de l'effondrement de l'Union soviétique et de l'émergence des républiques indépendantes en 1991, le problème des armes de petit calibre fut placé sur le devant de la scène dans ces trois sociétés, particulièrement en Géorgie et au Tadjikistan. Malgré l'héritage commun du régime soviétique, les trois populations présentent toutefois des attitudes diverses face aux armes. Au Kirghizstan, pays où la transition politique vers l'indépendance fut en grande partie pacifique, le comportement général envers les armes est resté largement le même que durant la période soviétique. Les citoyens kirghizes insistent surtout sur le fait que les armes sont dangereuses et qu'elles ne devraient pas être manipulées de façon imprudente. De plus, la population soutient largement la poursuite du contrôle strict sur les armes, qui, à l'ère soviétique, limitait la possession d'armes par des civils aux seuls fusils de chasse. Les citoyens auraient exprimé leur mécontentement concernant l'incapacité de la police à ramener la criminalité, dont la possession d'armes illégales, aux bas niveaux observés durant la période soviétique.

En Géorgie et au Tadjikistan, l'accession à l'indépendance a été marquée par des conflits, ainsi que par une importante prolifération d'armes légères. Depuis les accords nationaux de paix de 1997, le Tadjikistan est resté relativement stable. Dans la plupart des zones et groupes sociaux, les armes à feu sont associées à la guerre civile et ont donc des connotations négatives. Dans la capitale, Douchanbe, les membres de l'élite économique, dont certains continuent à opérer dans l'ombre et sur le marché de la drogue, découragent le port d'armes en public pour les mêmes raisons (même s'ils en détiennent pour leur protection personnelle). Toutefois, dans certaines anciennes zones de conflit, des groupes continuent à se sentir menacés et semblent davantage prêts à approuver la possession d'armes parmi les membres de leur communauté.

Encadré 8.4 Des «cultures des armes» changeantes en Géorgie, au Kirghizstan et au Tadjikistan (suite)

En Géorgie, les combats à grande échelle ont pris fin en 1994, mais de sérieuses tensions liées aux régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud subsistent toujours. La «Révolution des roses» de 2003, qui a installé au pouvoir le Président Mikhail Saakashvili, n'a apporté de solution politique à aucune de ces régions. Les Géorgiens acceptent tacitement la possession d'armes par des civils pour des raisons de sécurité, en particulier dans des zones comptant des populations minoritaires. Néanmoins, d'importantes différences existent également entre groupes sociaux. Les personnes vivant dans les zones urbaines expriment relativement peu d'intérêt et de soutien pour la possession et l'utilisation d'armes par des civils; l'inverse est tout aussi vrai pour les individus plus traditionnels dans les zones rurales ou montagneuses.

Comme l'indiquent les brefs exemples de la Géorgie, du Kirghizstan et du Tadjikistan, les cultures des armes ne doivent pas nécessairement être homogènes parmi les groupes sociaux, ni stables dans le temps. Dans chacun de ces États, la «culture des armes» présente aujourd'hui est la conséquence de l'interaction des conceptualisations traditionnelles et contemporaines des armes légères, avec des processus politiques, historiques et économiques spécifiques. Si les trois pays analysés peuvent avoir partagé un système social et légal commun de contrôle des armes au cours des décennies où ils étaient des républiques soviétiques, ils présentent aujourd'hui des «cultures des armes» individuelles.

Après la chute de Rankovic en 1966, la situation politique des Albanais du Kosovo s'améliora. Le libéralisme et la décentralisation en Yougoslavie menèrent à la Constitution de 1974, qui garantissait au Kosovo un statut autonome en tant que province yougoslave. Depuis lors, diverses traditions *kanun* ont visiblement disparu, y compris dans les villages les plus traditionnels. L'anthropologue Berit Backer notait à la fin des années 1970:

La loi [kanun] existe toujours. Si on les interroge, les gens diront que le devoir fondamental d'un homme est de tuer le meurtrier d'un frère, d'un fils ou d'un père... Mais plus personne ne le fait aujourd'hui. Les tribunaux, les juges, la police et les prisons se chargent de la criminalité. Les personnes connaissent les traditions et leurs règles, mais au niveau de l'interaction sociale, ils ne les pratiquent plus du tout... La possibilité que l'«albanitude» puisse être recodifiée et exprimée en termes de participation dans des institutions et des cadres sociaux modernes produits par la société industrielle a été acceptée comme une alternative (Backer, 1983, p. 174)²⁹.

Cependant, certaines coutumes ne se sont pas estompées aussi facilement. La vendetta, par exemple, n'a pas totalement disparu au Kosovo et d'«innombrables vendettas à petite échelle» se sont poursuivies jusque dans les années 1990 dans les villages les plus reculés (Malcolm, 1998, p. 20; Reineck, 1991, p. 202). Au cours de la période allant de la moitié des années 1960 à la fin des années 1980, les spécialistes ont laissé sous-entendre que les conflits fonciers, probablement exacerbés par le fait que «des moyens judiciaires pour la réglementation de la propriété et les ventes de terres n'ont pas été efficaces», ont entraîné un nombre croissant de vendettas sanglantes, particulièrement dans le sud-ouest du Kosovo (Duijzings, 2000, p. 126-27). Parallèlement, beaucoup de familles sont restées intactes, particulièrement les familles étendues en zone rurale; néanmoins, les structures claniques patrilinéaires plus larges et les autorités coutumières des villages ont cédé leur pouvoir et leur importance aux structures du Parti communiste. Certaines coutumes patriarcales ont pu survivre en défit à la législation yougoslave; par exemple, les filles n'ont pas pu hériter des terres ni d'autres biens immobiliers (Reineck, 1991, p. 51-53; Rrapi, 2003, p. 131-32). A ce jour, les rituels traditionnels des villages, y compris les coups de feu festifs, sont toujours pratiqués au Kosovo dans tous les groupes ethniques, les hommes tirant en l'air pour exprimer leur joie durant des occasions festives comme des mariages ou le Nouvel An (Khakee et Florquin, 2003, p. 33)³⁰.

Les Albanais du Kosovo déclarent que les fusils de chasse, s'ils étaient disponibles, étaient utilisés au cours de semblables célébrations³¹. Ils devaient être enregistrés, mais dans les villages reculés, certaines

personnes ignorant cette obligation conservaient leur fusil de chasse. Dans beaucoup de ménages, les pistolets anciens, appelés *kobura*, étaient conservés pour être utilisés à ces occasions³².

Au début de l'année 1981, un an après la mort du maréchal Tito et alors que la conjoncture économique en Yougoslavie se détériorait gravement, les manifestations d'étudiants albanais de souche «ont été le déclencheur d'une nouvelle phase, au cours de laquelle les autorités de Belgrade sont revenues au style répressif lié à Rankovic, ce qui a eu pour conséquence une escalade des tensions entre les Serbes et les Albanais dans la province» (Ramet, 2002, p. 6). Au cours des années 1980, les tensions se sont intensifiées pour culminer avec la visite de Slobodan Milosevic au Kosovo où il a assuré aux Serbes de la région, le 24 avril 1987, que «personne n'osera[it les] battre». En 1988, le statut autonome du Kosovo a fait l'objet d'attaques plus insistantes et les dirigeants politiques populaires de souche albanaise ont été remplacés. Les Albanais du Kosovo ont répondu par des manifestations spontanées mais pacifiques pour défendre le leadership local du parti. Trois mille travailleurs des mines de Trepça ont fait serment de solidarité au nom du concept traditionnel de *besa*, sont partis en grève et ont marché pacifiquement sur Pristina en signe de «défense de la Yougoslavie et de la Constitution de 1974» (Clark, 2000, p. 47-48). 100.000 manifestants les ont finalement rejoints. En 1989, Belgrade a modifié la Constitution, mettant effectivement fin au statut d'autonomie du Kosovo. Les Albanais ont été écartés de toutes les fonctions de l'Etat et de la scène politique.

Au milieu de ces développements politiques, qui ont mené à la différenciation et à la discrimination ethniques de plus en plus marquées, les Albanais du Kosovo ont cherché «refuge dans leur passé» (Reineck, 1991); ils se sont retirés dans le domaine privé des familles étendues (Rrapi, 2003). Dès lors, des processus de revitalisation puissants des pratiques et des structures traditionnelles du type *kanun* ont vu le jour dans les communautés rurales. L'anthropologue Janet Reineck remarque que «le conservatisme idéologique du Kosovo rural s'est renforcé au fur et à mesure que les Albanais réagissaient à la montée de la marginalisation ethnique et économique. Les Albanais se sont servis de la tradition pour renforcer leur dignité personnelle et collective, face à un statut affaibli en Yougoslavie» (Reineck, 1993).

Après la fin de la guerre en juin 1999, les Albanais de souche ont publié des biographies, des entretiens et d'autres sources originales de l'UCK qui avaient été confinés auparavant au domaine informel de l'illégalité et du «parallélisme»³³. Ces documents révèlent que les acteurs individuels et les clans ont commencé à avoir recours à des activités clandestines de contrebande d'armes au début des années 1990, peu après la suppression du statut autonome du Kosovo.

On se procurait explicitement des armes pour les distribuer à la population. Cependant, jusqu'en 1998, la plupart des Albanais du Kosovo ne désiraient ni la guerre ni les armes (Judah, 2000, p. 129). Certains trafiquants d'armes utilisaient eux-mêmes les armes au cours d'attaques dirigées contre des postes de police serbes. Ces activistes provenaient pour la plupart des villages de la vallée de la Drenica et du plateau de Rrafsh i Dukagjinit³⁴; par la suite, ils ont été célébrés comme les fondateurs, les chefs et les «martyrs» de l'UCK³⁵. Alors que ceux qui se reconnaissaient dans la résistance antiserbe et le «combat pour la libération» considéraient leurs activités comme honorables et légitimes, leurs cibles les qualifiaient, comme on pouvait le prévoir, de criminels ou de terroristes.

La biographie du commandant de l'UCK Ramush Haradinaj montre que l'argent utilisé pour l'achat d'armes destinées à la résistance locale était principalement collecté parmi les groupes de la diaspora, où l'enthousiasme pour la guerre était beaucoup plus grand qu'au niveau local (Hockenos, 2003, p. 249)³⁶. Des familles, des amis et des donateurs privés albanais de souche apportaient parfois des «sommes énormes» (Hamzaj, 2000, p. 28, 31). Le Mouvement du peuple (de la République) du Kosovo (LPRK, plus tard le LPK) en Suisse, par exemple, commença à récolter des fonds dans des circonstances difficiles en 1991; avec l'émergence publique de l'UCK en 1997, leurs initiatives devinrent nettement plus fructueuses (Kola, 2003, p. 320-01; Hockenos, 2003, p. 244-49)³⁷.

Alors que cette approche militante et informelle rencontrait un faible écho au Kosovo au début des années 1990, les Albanais de souche ont réussi à construire un «système parallèle» plus pacifique envers les structures officielles de gestion de Belgrade, grâce aux importantes contributions de la diaspora, ainsi qu'au

Jusqu'en 1998, la plupart des Albanais du Kosovo ne voulaient ni la guerre, ni les armes.

financement local. En juillet 1990, en effet, les délégués albanais de souche se réunirent en dehors de l'édifice fermé du Parlement et proclamèrent la *Kosova Republik*, la «République du Kosovo». Il fallut attendre que la Yougoslavie commence à s'effiloche et que la guerre éclate en Slovénie et en Croatie pour que les députés albanais de souche officiellement licenciés votent une résolution sur l'indépendance et la souveraineté du Kosovo. Cette revendication d'indépendance, rendue publique le 22 septembre 1991, fut rapidement entérinée par un référendum secret auquel participa «pratiquement l'ensemble de la population albanaise», «99,87% [des électeurs] s'exprimant en faveur de l'indépendance» (Clark, 2000, p. 82, 117). Avec peu d'interférences du côté serbe, qui continuait à occuper le secteur formel, le système étatique informel parallèle albanais se développa pour comprendre un gouvernement parallèle et des institutions parallèles pour, entre autres, l'économie, l'éducation, le domaine social et les soins de santé; sur le plan logistique, les anciennes structures du Parti communiste et l'organisation traditionnelle locale fondée sur les appartenances, qui dominaient toujours au sein des communautés rurales, furent utilisées pour distribuer l'aide (La Cava *et al.*, 2000, p. 32-33).

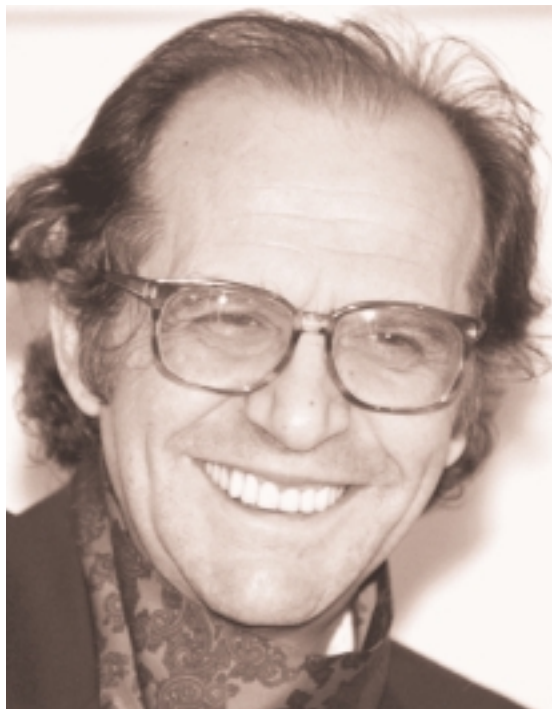
La «non-violence» devint la ligne officielle du gouvernement parallèle d'Ibrahim Rugova.

Idéologiquement, la «non-violence» devint la ligne officielle de ce gouvernement parallèle qu'Ibrahim Rugova fut appelé à diriger en mai 1992 (Clark, 2000, p. 67). Utilisant des tactiques de résistance civile face à la répression violente des Serbes, cette stratégie s'avéra très efficace pour construire une identité albanaise ethnique implicitement supérieure – parce que «modérée» (Clark, 2000, p. 66-69; Maliqi, 1998, p. 98-105). La non-violence et d'«endurance» constituaient aussi des réponses pragmatiques au déséquilibre des armes et du pouvoir entre les Serbes et les Albanais du Kosovo. En 1992, Rugova annonça lui-même:

Nous n'aurions aucune chance de résister à l'armée. En effet, les Serbes n'attendent qu'un prétexte pour lancer une attaque contre la population albanaise et l'anéantir. Nous pensons qu'il vaut mieux ne rien faire et rester en vie plutôt que d'être massacrés (Judah, 2001, p. 21)³⁸.

L'idéologie «officielle» de la résistance non militante contribua à «valider la valeur personnelle des Albanais du Kosovo à une époque où ils étaient dénigrés» (Clark, 2000, p. 68). Cependant, elle visait également à «resserrer les rangs» et générait ainsi un processus d'«homogénéisation défensive», qui impliquait la promotion du nationalisme par l'intermédiaire du traditionalisme et entraînait une vision relativement étroite de la non-violence (Maliqi, 1998, p. 21, 101-04, 135; Clark, 2000, p. 69)³⁹. Cette perspective fut évidente lors des cérémonies de masse de la «besa obligatoire», qui se déroulèrent au Kosovo entre 1990 (l'«Année de la réconciliation») et 1992. L'initiative impliqua toute la province dans une tradition qui, jusque-là, avait été uniquement pratiquée au niveau local ou personnel. Elle tentait d'inverser les codes d'honneur qui prévalaient en «faisant honte» à ceux qui voulaient se venger: antinationalistes, antidémocrates, anti-européens et antimodernes (Clark, 2000, p. 61-62).

Jusqu'à la fin de 1991, Anton Çetta, professeur de culture populaire de l'Université de Pristina, fut l'acteur de cette initiative exceptionnelle de



Le leader de souche albanaise Ibrahim Rugova, en mai 1996. Lui-même et d'autres activistes pacifistes se distancèrent des attaques contre les Serbes, revendiquées par l'UCK, peu connue à l'époque.

© Srdjan Illic/AP Photo

réconciliation, qui impliqua près de 500 étudiants, dont la plupart sacrifièrent une année entière, ainsi que divers intellectuels urbains et membres du clergé de toute la province. Les participants rendirent visite, à plusieurs reprises, aux familles engagées dans une vendetta; de plus, les appels diffusés à la radio et à la télévision pour un «pardon magnanime» étaient dans la ligne des enseignements du *kanun*. Le projet créa des conseils pour promouvoir l'objectif de la réconciliation. Il ramena ainsi une sélection de structures d'autorité du *kanun* dans des villages où elles n'existaient déjà plus. En 1998, le «Conseil de communauté de Gjilan pour éviter des phénomènes négatifs» déclara qu'«il avait réglé 541 des 778 différends portés devant lui au cours des six dernières années» (Clark, 2000, p. 62). Globalement, la campagne permit de résoudre près de 1.000 vendettas entre 1990 et 1992 et n'en laissa que quelques-unes non résolues (Clark, 2000, p. 63).

Parmi les Albanais du Kosovo, une telle *besa* obligatoire était entreprise au nom de la «solidarité nationale» et de l'«unité» face à la répression serbe. Le processus faisait allusion à la tradition des Albanais de souche ainsi qu'aux précédents historiques. Au cours de nombreuses cérémonies de masse, des spectateurs servirent de témoins lorsque des familles, exprimant leur pardon, donnèrent leur *besa* «au nom du peuple, de la jeunesse et du drapeau» (Clark, 2000, p. 62). Le plus grand rassemblement public eut lieu le 1er mai 1990 dans le village de Verrat e Llukës près de Deçan/Decani. Au moins 100.000 personnes – 500.000 selon certains – se rassemblèrent ce jour-là, ex-jour férié communiste et qui continue toujours à être célébré comme la Fête du travail dans certains pays⁴⁰. A partir de la fin du mois d'août 1990, les autorités serbes interdirent ce genre d'événements de grande ampleur et la police se livra à un certain nombre d'interventions violentes. Néanmoins:

La campagne se poursuivit, mais désormais sous la forme de cérémonies plus modestes, par exemple derrière les murs d'une maison familiale. Tout se faisait par le bouche-à-oreille et en secret, les participants faisant souvent semblant de se rendre à un mariage (Clark, 2000, p. 63).

Au cours de la première moitié des années 1990, l'appropriation de la tradition par le leadership parallèle «officiel» du Kosovo visait la protection des civils. Les préparatifs clandestins pour la guerre, comme la formation d'Albanais du Kosovo en Albanie, «semblent avoir fait partie d'un plan d'urgence, en cas d'attaque militaire serbe sur le Kosovo, destiné à se replier jusqu'aux frontières et à combattre pour défendre la population dans l'attente de l'intervention militaire internationale promise» (Clark, 2000, p. 65; Hockenos, 2003, p. 191).

Sur le plan politique, le noyau du pouvoir de Rugova reposait sur l'espoir d'éviter une guerre totale qui aurait coûté la vie à nombreux civils en internationalisant la condition du Kosovo albanais, et en remettant ainsi en question la légitimité du régime serbe au Kosovo (Clark, 2000; Judah, 2000, ch. 3; Malcolm, 1998, p. 348). Il était sur le point de provoquer une intervention internationale ou un engagement politique externe, «allant de la médiation diplomatique à l'établissement d'une tutelle de l'ONU sur le Kosovo» (Malcolm, 1998, p. 348). Dans ce but, il rendit de nombreuses visites aux capitales étrangères, mais «réalisa peu de choses au-delà de quelques résolutions prises par des institutions telles que les Nations unies ou le Parlement européen» (Malcolm, 1998, p. 348). Cependant, le coup le plus fort porté à la légitimité jusque-là incontestable de Rugova fut l'Accord de paix de Dayton, Ohio, conclu en novembre 1995 et qui mit fin effectivement à la guerre en Bosnie. Pour des raisons diplomatiques internationales, Dayton ne faisait aucune référence significative au Kosovo⁴¹. De plus, le fait que la Republika Srpska se voyait accorder une autonomie relative en Bosnie-Herzégovine, alors que la lutte non violente pour une République du Kosovo ne rencontrait aucun écho, poussa certains Albanais du Kosovo à conclure que la violence était l'unique recours encore possible (Judah, 2000, p. 120-26; Vickers, 1998, p. 287-89).

Naissance de l'UCK



Des soldats de l'UCK chantent au retour de la ligne de front en mars 1999, à environ 50 km à l'est de Pristina.

© David Brauchli/Getty Images

Après Dayton, les frictions politiques s'intensifièrent, Rugova perdit la confiance du gouvernement parallèle et les attaques contre la police serbe augmentèrent dans les campagnes (Judah, 2000, p. 131). Ces initiatives armées avaient été organisées depuis longtemps «principalement au niveau de relations personnelles ou familiales» (Kola, 2003, p. 319); les groupes militants villageois comptaient sur les membres de la diaspora en Suisse, en Allemagne et aux États-Unis pour les approvisionner en armes et soutenir leur formation militaire en Albanie (Kraja, 2003, p. 163; Hockenos 2003, chs. 8-11)⁴².

En août 1993, deux ans avant l'accord de Dayton, des militants traditionalistes locaux se rencontrèrent dans la Drenica et s'associèrent formellement avec des représentants de la diaspora politique radicale pour créer l'UCK⁴³. Cependant, le groupe fut loin de devenir un mouvement de masse. En 1993, il comptait seulement 30 combattants, nombre porté à 90 environ au cours des années suivantes (Pushkolli, 2001, p. 250). En 1997, lorsque l'UCK apparut «officiellement» en public, elle était composée d'environ 150 membres actifs qui agissaient clandestinement au Kosovo (Judah, 2000, p. 118). «L'UCK restait fragile et réduite, et, malgré le lancement de plusieurs attaques en 1997, elle était pratiquement [toujours] confinée aux marges de la politique de Rugova» (Kola, 2003, p. 330).

Un premier changement important survint en 1997, lorsque l'Albanie voisine sombra dans l'anarchie et la guerre civile après l'effondrement des montages pyramidaux qui ont annihilé les économies de toute une vie de nombreux Albanais. Ces événements, en conjonction avec une violence et une criminalité armées largement répandues, incitèrent les citoyens albanais à attaquer et à piller des arsenaux bien pourvus (un héritage de l'ancien dictateur Enver Hoxha, obsédé par les programmes de militarisation) dans tout le pays. La population s'arma lourdement, en partie pour se défendre et en partie pour obtenir gratuitement des produits de valeur potentielle «en échange» des économies qu'elle avait vues s'envoler. Par conséquent, un nombre incommensurable d'armes légères devint facilement disponible pour les trafiquants du Kosovo autrefois en difficulté et les futurs combattants de l'UCK⁴⁴.

Dans des documents biographiques, les chefs de l'UCK – beaucoup d'entre eux étaient d'anciens trafiquants – ont exprimé après coup leur soulagement d'être enfin en mesure d'acquérir suffisamment d'armes pour combattre au Kosovo⁴⁵. Ils ont profité de la désintégration du pouvoir et des lois de l'Etat albanais en termes d'approvisionnement ainsi que de logistique, étant donné que les frontières étaient devenues plus perméables lorsque l'Albanie a sombré dans la guerre civile et que les douaniers ont abandonné leurs postes (Vickers, 1998, p. 311).

De plus, les frontières entre le conflit et le crime se sont estompées au fur et à mesure que l'UCK cherchait à importer des armes de contrebande des Etats-Unis, de l'Europe de l'Ouest, d'Albanie et de la RFY (Hockenos 2003, p. 252); l'Union européenne et les Nations unies ont imposé des embargos sur les armes à la RFY en 1991 et des sanctions politiques ont été appliquées du début 1998 jusqu'en septembre 2001. Certains commentateurs ont sous-entendu que les trafics d'armes et les formations militaires de l'UCK étaient financés dans une large mesure par «la proximité [de plusieurs activistes] avec le milieu criminel, y compris le trafic de drogue» (Hockenos, 2003, p. 252)⁴⁶. En 1998, par exemple, Agim Gashi, un exilé kosovar qui menait la grande vie à Milan, devint célèbre de par son arrestation avec 124 autres trafiquants de drogue internationaux. Il aurait acheté de grandes quantités d'armes pour l'UCK (Roslin, 1999).

Cependant, le soutien populaire à l'approche militante ne se développa guère avant le début de 1998 lorsque les forces serbes orchestrèrent des massacres, notamment du clan Jashari à Prekaz. A la suite de ces massacres, l'UCK attira un grand nombre de combattants potentiels à une vitesse telle qu'elle prit même ses principaux chefs au dépourvu. (Judah, 2000, p. 140-01).

Les structures rudimentaires de l'UCK furent rapidement dépassées. A partir de l'Albanie septentrionale, les quelques hommes déjà en place commencèrent à envoyer des armes et des uniformes au-delà de la frontière; les dormeurs que *Thaçi*⁴⁷ et son groupe avaient recrutés ces dernières années «se réveillèrent» et les personnes âgées des villages, particulièrement dans la Drenica, décrétèrent que le temps était venu de combattre les Serbes. Des milices villageoises commencèrent aussi à se former et, qu'elles fassent partie ou non de l'UCK, commencèrent bientôt à se dénommer elles-mêmes UCK... Cependant, il devenait de plus en plus clair que l'UCK était en train d'établir une sorte de mainmise (Judah, 2000, p. 141, 147).

Alors que les premières tentatives de prendre les armes avaient échoué au début des années 1990, l'UCK réussit à émerger de la guerre de 1998-1999 en tant que «qu'organisation de guérilla la plus efficace des temps modernes» (Judah, 2000, p. 110). Contrairement à Rugova et ses partisans, l'UCK réussit à internationaliser le conflit du Kosovo. Dans l'historiographie officielle du Kosovo albanais d'après-guerre, Adem Jashari est célébré comme le chef épique de l'UCK qui a impliqué l'OTAN dans le conflit par son sacrifice, ce qui coûta la vie à 53 membres de la famille et du clan, dont des femmes et des enfants (Abdyli, 2000, p. 25).

A l'instar du mouvement non militant auparavant, l'UCK faisait référence au *kanun* pour créer une solidarité et une conformité internes avec la cause de la «libération nationale». Cette étape était plutôt logique, étant donné que les principaux chefs de l'UCK provenaient de familles étendues rurales et traditionnelles des régions rurales du Kosovo de la Drenica et du Sud-Ouest; ces hommes comprenaient ceux qui sont célébrés aujourd'hui comme les premiers martyrs de l'UCK, tel Adem Jashari, et ceux qui dirigèrent le mouvement militant sur le terrain après être rentrés chez eux après des années passées dans la diaspora, comme Hashim *Thaçi*, Rramush Haradinaj et Azem Syla⁴⁸. La vision globale correspondante considère une personne ayant «la volonté» d'utiliser une arme comme un «homme» (*burri*) et une personne montrant qu'elle est prête à sacrifier sa propre vie comme un «héros» (*trim*) aux dimensions potentiellement épiques⁴⁹.

L'UCK utilisait notamment le concept de *besa* provenant du *kanun*. D'abord, toutes les recrues de l'UCK devaient prêter un serment d'allégeance à la cause (Judah, 2000, p. 99), qui justifiait la violence contre ceux qui étaient considérés comme «traîtres», «espions» et «collaborateurs». En effet, les communiqués de l'UCK, publiés clandestinement même avant l'escalade de 1998 et avec une intensité croissante après 1995, conseillaient explicitement de les tuer⁵⁰. De même, les biographies d'après-guerre des commandants les plus

La vision globale du militant considérait une personne comme ayant «la volonté» d'utiliser une arme comme un «homme».

célèbres de l'UCK confirment que, dès le départ, la violence fut systématiquement utilisée pour cibler non seulement les policiers serbes mais également les Albanais de souche considérés comme des «collaborateurs» et des «traîtres»⁵¹. L'hymne national albanais, couramment utilisé par l'UCK durant la guerre sur les lieux des massacres, est toujours chanté lors des cérémonies du Corps de protection du Kosovo (TMK)⁵². L'hymne célèbre ouvertement les armes, la solidarité nationale et la violence à l'encontre des «traîtres» dans le contexte du concept clé de *besa* (voir encadré 8.5).

Encadré 8.5. L'hymne national d'Albanie

Nous nous rassemblons autour du drapeau,
Avec un seul désir et un seul but:
Que tous ceux qui prêteront serment
Soient liés par la besa pour le salut.

De la guerre seuls se détourneront
Ceux qui sont traîtres par naissance
Mais un homme vrai ne connaîtra pas la peur
Mais mourra, mourra comme un martyr.

Les armes, nous garderons en main,
Pour défendre la Patrie dans tout pays,
Nous n'abandonnerons pas nos droits,
Ici, les ennemis (*armiqtë*, non-amis) n'ont pas leur place.

Dieu lui-même l'a dit de sa bouche,
Des peuples ont été effacés de la terre,
Mais l'Albanie, elle, vivra,
Pour toi, pour toi, nous combattons⁵³.

Ces textes reflètent une approche sélective aux allusions culturelles, révélant une orientation militante sans bornes.

Les armes au Kosovo aujourd'hui

Dans l'ensemble, le Kosovo d'aujourd'hui regorge d'armes. En plus de celles enregistrées détenues par les organismes de sécurité internationaux et locaux, les citoyens détiendraient entre 330.000 et 460.000 armes, avec une plus forte concentration dans les centres

ruraux, ainsi que chez les hommes de plus de 18 ans (Khakee et Florquin, 2003, p. viii). Cependant, la Mission d'administration intérimaire de l'ONU au Kosovo (MINUK) a de nouveau réglementé la possession de fusils de chasse et exige une carte d'enregistrement, valable deux ans⁵⁴. Les coups de feu tirés lors de la célébration des mariages et du Nouvel an sont généralement tolérés, pour autant qu'ils n'impliquent pas des membres du Service de police du Kosovo ou du TMK (Khakee et Florquin, 2003, p. 33). En 2003, bien avant que les principales violences interethniques ne refassent surface en mars 2004, la grande majorité des

Aujourd'hui, le centre de pèlerinage sur le site du massacre de Jashari à Prekaz dans la vallée de la Drenica vend un grand nombre de brochures, dont l'une, publiée par la municipalité locale, offre une description de Jashari, officielle bien que mythologique. En mettant l'accent sur les notions provenant du *kanun* comme la loyauté, la *besa* et l'amitié, elle fait référence à lui comme à «l'un des premiers» à avoir «rassemblé autour de lui la plupart de ses plus fidèles amis qui provenaient de toutes les terres d'Albanie et qui ont décidé d'utiliser les armes contre la police serbe» (Halimi et Shala, 2000, p.9). Un autre passage explique:

Elevé dans une maison à tour (*kulla*) où l'on célébrait les héros et les batailles centenaires pour la libération, il s'est épris d'amour pour les héros. Et il ne s'est jamais séparé de son fusil. Dès sa jeunesse, il avait dit et anticipé qu'il mourrait uniquement d'une balle (Halimi et Shala, 2000, p. 14).



Commemoration du quatrième anniversaire de l'élimination du chef de l'UCK Adem Jashari (représenté sur la sculpture) en présence de son frère Rifat Jashari (au centre) et des anciens combattants Bajram Rexhepi (à droite) et Hashim Thaçi (à gauche), en mars 2002 à Pristina.

© Hazir Raka/Reuters

personnes sondées au sud des Balkans, y compris une majorité d'Albanais du Kosovo, ont déclaré qu'elles considéraient «la présence d'armes comme une menace pour la société»⁵⁵. Cependant, entre 60 à 70% des ménages au Kosovo continuent à détenir des armes en dépit des structures légales (Khakee et Florquin, 2003, p. 17).

Ce fait a été associé depuis longtemps à la question non résolue du statut politique du Kosovo (Saferworld, 2002); le sentiment général parmi les Albanais du Kosovo est que l'indépendance doit encore être obtenue et que le conflit est en manque de conclusion (Mustafa et Xharra, 2003). Parallèlement, la confiance dans la capacité de la structure de gouvernance post-conflit de l'ONU a diminué ces dernières années et reste très faible (ICG, 2005, p. 4, fn. 22). De façon alarmante, «des enfants et jeunes gens de souche albanaise et de souche serbe affirment compter surtout sur eux-mêmes et sur les armes pour assurer leur sécurité». Le crime est largement considéré comme la principale menace pour la sécurité (Khakee et Florquin, 2003, p. ix, 33).

Des anciens combattants de l'UCK ont affirmé qu'ils conservaient leurs armes parce que l'avenir politique du Kosovo était encore dans les limbes (Heinemann-Grüder et Paes, 2002, p. 29-31). Cette présence d'armes légères au Kosovo a été partiellement attribuée aux initiatives inappropriées de la KFOR pour désarmer l'UCK⁵⁶. En septembre 1999, seulement 10.000 armes avaient été remises, malgré le fait que l'UCK affirmait disposer de 20.000 combattants, volontaires compris (Heinemann-Grüder et Paes, 2001, p. 19-21). Il est important de noter que ces résultats reflètent la décision de la KFOR de ne pas poursuivre la démilitarisation trop énergiquement en raison de l'attachement incontestable de ces combattants aux armes à feu. Comme des responsables de la KFOR l'ont admis ultérieurement, «le désarmement complet des combattants de l'UCK n'a pas été considéré comme une priorité durant la première année du protectorat, étant donné que "l'UCK n'était pas considérée comme une menace à cette époque"» (Heinemann-Grüder et Paes, 2001, p. 19).

Après la fin de l'intervention militaire de l'OTAN en juin 1999, «des trafiquants d'armes albanais [ont utilisé] les mêmes itinéraires que pour d'autres types de trafics», bien que le trafic d'armes semble avoir été limité par rapport à d'autres trafics illégaux (Khakee et Florquin, 2003, p. 2). Une «grande partie de l'arsenal de l'ex-UCK, entre 7.800 et 9.800 armes» a pu servir à d'autres mouvements d'insurrection d'Albanais de souche: l'UÇPMB au sud de la Serbie en 2000; l'Armée de libération nationale dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), et dans le sud de la Serbie en 2001; et l'Armée nationale albanaise, clandestine, au Kosovo en 2001 (Khakee et Florquin, 2003, p. 15). En 2003, cependant, les trafics transfrontaliers d'armes légères s'étaient tari pour la plupart (Quin *et al.*, 2003)⁵⁷.

Entre-temps, la persistance active des commémorations de la guerre, notamment les nombreux monuments en hommage à l'UCK, contribue à renforcer la coutume de la possession d'armes par les civils. Ces événements ont souvent remplacé ou transformé d'anciens symboles serbes, comme des statues ou des édifices érigés durant les années 1990, qui disaient aux Albanais de souche «vous n'êtes pas chez vous»⁵⁸. A l'heure actuelle, «des photographies de personnes armées dans les écoles du Kosovo, ainsi que des posters et des statues d'anciens combattants de l'UCK portant des armes ont généré une [nouvelle] sorte de



© Karel Alford/Newsmakers/Getty Images

Des soldats de la KFOR examinent le contenu d'un bunker secret de l'UCK découvert en juin 2000 durant une fouille d'armes dans la vallée de la Drenica au Kosovo.

culture des armes⁵⁹. Malgré les références idéologiques de l'UCK au *kanun* en tant que repère d'autorégulation proactif, ce ne sont cependant pas la «culture des armes» rurale et traditionnelle, ni les «armes familiales» qui expliquent la majeure partie de la possession d'armes illégales par l'actuelle population albanaise du Kosovo (Saferworld, 2002). Aujourd'hui, la jeunesse urbaine souligne l'importance de l'auto-défense et des armes d'autodéfense comme sources de sécurité (Khakee et Florquin, 2003, p. 10). Il existe, «particulièrement parmi les jeunes citadins... un nombre grandissant d'armes automatiques de type militaire» associées à la criminalité et à l'activité de nouveaux gangs (Saferworld, 2002). Pour les jeunes et les vieux, les civils et les activistes de l'UCK, les armes sont détenues «pour la sécurité personnelle et collective» (Saferworld, 2002), une perception difficile à séparer, d'une part, des craintes liées au crime et, d'autre part, de la situation et des aspirations politiques.



Une affiche encadrée de l'UCK, intitulée *Pushka e parë e lirisë* (La première arme de la liberté), représente trois combattants qui ont perdu la vie.

© Tania Inowlocki

CONCLUSION

Les caractéristiques actuelles de la «culture des armes» du Kosovo sont étroitement liées à la guerre récente et au fait que des groupes militants initialement isolés, provenant principalement de zones rurales, ont réussi à obtenir une certaine légitimité et à s'imposer dans un contexte politique international et national. Ces groupes militants ont activement lié leur cause à l'histoire albanaise et à des éléments de la culture *kanun*, dont ils ont proposé une interprétation militante qui a trouvé un écho dans une partie de la société albanaise du Kosovo, particulièrement dans les zones rurales. Cependant, les mêmes références culturelles et historiques avaient été utilisées par d'autres personnages politiques albanais du Kosovo pour légitimer des phases de pacification et de réconciliation. Le fait que la plupart des chefs de l'UCK et une bonne partie de la littérature albanaise nationaliste d'après-guerre au Kosovo associent explicitement les idéaux, les chefs et les tactiques de l'UCK aux traditions locales du *kaçak* et aux codes coutumiers d'autorégulation faisait donc clairement partie d'une politique spécifique de représentation (de soi) et de construction d'une identité. Autrement dit, l'opposition par la violence à une persécution ethnique elle-même violente n'a pas été la conséquence inévitable d'une culture habituée à la présence d'armes.

Cette étude de cas met en question l'hypothèse selon laquelle les «cultures des armes» sont à l'origine des «cultures de la violence». Autrement dit, les communautés qui sont habituées à la présence d'armes légères ne veulent pas nécessairement envisager la violence comme un moyen légitime pour réaliser leurs objectifs. Contrairement aux hypothèses habituelles concernant le conflit au Kosovo et, de façon plus générale, dans d'autres régions, cette étude laisse supposer que les raisons d'un conflit devraient être recherchées dans l'interaction entre les facteurs culturels et le contexte politique, en tenant compte également des déterminants sociaux et historiques, plutôt que d'être simplement imputées à des «cultures des armes fortes».

Par de brefs commentaires sur le Salvador, la Géorgie, le Kirghizstan et le Tadjikistan, cette étude souligne également la façon dont le traitement monolithique et homogène des «cultures des armes» est simpliste et souvent erroné. Dans tout contexte social, les «cultures des armes» peuvent en effet varier en fonction de l'âge, du sexe, du statut et d'autres facteurs; de plus, elles peuvent changer avec le temps. En ce sens, la référence à des «cultures des armes» «nationales» ou «stables» ne peut guère saisir les interprétations particulières de la présence et de la possession d'armes dans une société donnée.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

| | |
|-------|---|
| ARYM | Ancienne République yougoslave de Macédoine |
| FARK | Forcat Armatosur e Republikës së Kosovës – Forces armées de la République du Kosovo |
| KFOR | Force du Kosovo (OTAN) |
| LDK | Ligue démocratique du Kosovo |
| MINUK | Mission d'administration intérimaire de l'ONU au Kosovo |
| PNUD | Programme des Nations unies pour le développement |
| PPK | Parti parlementaire du Kosovo |
| RFY | République fédérale de Yougoslavie |
| TMK | Trupat Mbrojtëse të Kosovës – Corps de protection du Kosovo |
| UÇK | Ushtria Çlirimtare e Kosovës – Armée de libération du Kosovo |

NOTES

- ¹ Voir, par exemple, Regg Cohn (2001); Roy (2005); Stohl (2003); Ibrahim (2004).
- ² Voir, par exemple, IWPR (2003); Peric Zimonjic (2004); Tola Winjobi (2004).
- ³ Voir, par exemple, Gray (1999); Henley (2003); *Jane's Defence Weekly* (2001); et Morris (2003).
- ⁴ Les références au Salvador sont basées sur une étude du PNUD menée en 2003. En Géorgie, au Kirghizstan et au Tadjikistan, le Small Arms Survey a mené des recherches sur le terrain. Les résultats ont été publiés dans: MacFarlane et Torjesen (2004); Demetriou (2002); et Torjesen, Wille et MacFarlane (2005). Disponibles sur le site web du Small Arms Survey: <<http://www.smallarmssurvey.org/publications.htm>>
- ⁵ Alors que les références à une «culture des armes» profondément ancrée ont été associées aux Serbes comme aux Albanais du Kosovo (Saferworld, 2002), ce rapport est basé sur une recherche sur le terrain qui s'est concentrée sur la notion de «culture des armes» parmi les Albanais du Kosovo uniquement. La recherche sur la relation entre la «culture des armes», la présence d'armes légères et la violence armée tirerait profit d'une comparaison des «cultures des armes» parmi les Albanais et les Serbes de souche dans la province, ainsi que parmi les Albanais de souche dans les Balkans.
- ⁶ Voir, par exemple, Gray (1999); IWPR (2003); Singh (2001); Zimonjic (2004).
- ⁷ Voir, par exemple, Farnam (2003). La période post-conflit a commencé avec l'établissement d'une force de maintien de la paix de l'ONU, la Mission d'administration intérimaire de l'ONU au Kosovo (MINUK), en juin 1999, après l'intervention de l'OTAN.
- ⁸ Marie-France Desjardins, Directrice du programme du projet de contrôle des armes légères illicites du PNUD, dans Quin *et al.* (2003).
- ⁹ Voir, par exemple, Saferworld (2002): «La culture des armes, souvent présentée par les médias comme la principale raison de la prolifération des armes, est exagérée et n'est probablement pas le principal facteur de déstabilisation en Serbie et au Kosovo».
- ¹⁰ Noter, par exemple, la description par le sociologue Gjergji Rrapi d'adolescents ruraux, qui ont évolué au cours des années 1990 essentiellement dans des groupes masculins au sein de structures familiales étendues qui dénigraient les garçons des zones urbaines comme étant élevés dans des familles nucléaires «par leur mère uniquement» et qui les considéraient comme n'ayant ni l'expérience de l'humanité, ni les qualités masculines et héroïques d'un «vrai homme» (Rrapi, 2003, p. 108).
- ¹¹ Pour plus d'informations, voir les enquêtes menées par l'Instituto Universitario de Opinión Pública, Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, San Salvador, septembre 2001. Disponible sur le site web: <http://www.violenciaelsalvador.org/sv/documentos/otros/encuesta_armas_fuego.pdf>.
- ¹² Les premières garnisons ottomanes se sont établies au Kosovo à la fin du règne médiéval serbe après la bataille du Kosovo en 1389. Le régime ottoman s'est consolidé vers la moitié du XV^e siècle au Kosovo. Il a pris fin après les insurrections albanaises lors de la première guerre des Balkans (1912-13), lorsque l'armée serbe a occupé le Kosovo et l'Albanie septentrionale. Voir Malcolm (1998, chs. 4-6, 13).
- ¹³ Ce terme dérive du mot grec qui signifie «bâton» ou «loi» et est entré dans la langue turco-ottomane via l'arabe.
- ¹⁴ De la même manière, le gouvernement du Monténégro a armé les catholiques albanais en 1911 alors que le gouvernement serbe armait les Albanais en 1912 pour combattre les Turcs ottomans (Malcolm, 1998, p. 243, 250).
- ¹⁵ Les mots pour «maison» – *ship*, *oda* ou *kulla* – signifient tous «une famille étendue vivant sous le même toit».
- ¹⁶ «Gheg» est une distinction dialectologique albanaise qui a souvent été utilisée pour suggérer l'unité culturelle des Albanais du nord de l'Albanie avec les Albanais du Kosovo. A ce jour, de nombreux modèles sociaux ou culturels, groupes apparentés et rituels, restent identiques en Albanie septentrionale et au Kosovo. Les sources internationales datant d'avant la Conférence de Londres en 1913, lorsque les frontières nationales furent établies, séparaient rarement ces régions. Par exemple, «l'Albanie septentrionale» pour Durham (1909, carte) incluait certaines parties du Monténégro actuel et du Kosovo jusqu'à Peja/Pec et Mitrovica. Pour Coon (1950, p. 4) «les pays de montagnes du Gheg, ont été récemment divisés en 3 provinces sans égard pour les frontières tribales» de la Macédoine, du Kosovo et de l'Albanie septentrionale.
- ¹⁷ Traduit de l'allemand par l'auteur.
- ¹⁸ Résultat d'une recherche ethnographique basée sur des entretiens informels avec des vétérans de l'UCK de la Drenica et l'observation de participants aux rituels de commémoration de l'UCK, Stephanie Schwandner-Sievers, février-mars 2005.
- ¹⁹ La source la plus célèbre sur ce *kanun* est la traduction par Leonard Fox de la collection ethnographique de Shjefën Gjeçov datant de 1933 (voir Gjeçov, 1989). Prêtre catholique albanais, Gjeçov plaide pour la rédaction d'une loi nationale albanaise (anticipant un Etat national albanaise qui aurait inclus le Kosovo) et un rôle plus influent pour l'Eglise catholique parmi les Albanais. Les annotations devraient être lues en parallèle avec le texte car elles aident à replacer ses affirmations dans leur contexte et à commenter l'authenticité des proverbes qu'il a recueillis. Voir Malcolm (1998, p. 17, fn. 38).
- ²⁰ Pour des détails sur les capacités régulatrices des traditions *kanun*, voir Schwandner-Sievers (1999).
- ²¹ Voir Gjeçov (1933, p. 8, par 21/8; p. 22, par. 60/b) et Hasluck (1954, p. 37). L'âge auquel un garçon est prêt à recevoir une arme est sujet à interprétation. Durham (1909, p. 155) remarque que les enfants, dans certains clans albanais septentrionaux spécifiques, pouvaient devenir les victimes de vendettas après la première coupe de cheveux (dans la petite enfance). Le *kanun* de Gjeçov attribue «l'âge adulte», normalement considéré comme le moment où un garçon/un homme peut recevoir une arme, aux garçons âgés de 15 ans (Gjeçov, 1933, p. 26, par. 95). Un Albanais de souche, interrogé à Pristina, a indiqué que, aujourd'hui, un garçon devient un homme à l'âge de 18 ans; il a également indiqué qu'un homme avait le droit de refuser une arme. Dans ce cas, il ne deviendra jamais la cible légitime d'une vendetta; cependant, en même temps, il ne sera jamais considéré comme un «vrai homme» (entretien ethnographique informel d'un homme de 56 ans originaire de la région de Prizren, Pristina, 16 mai 2004).
- ²² Des preuves limitées indiquent, cependant, que des femmes pouvaient renoncer à leur sexualité féminine et, en tant que «vierges sous serment», assumer de nombreuses fonctions d'un rôle social masculin (Young, 2000).
- ²³ Entretien ethnographique sur le terrain avec un homme de 45 ans, originaire de la région de Prizren, 20 février 2005.
- ²⁴ Ces rapports se réfèrent au district de Dibër et à d'autres parties de l'Albanie septentrionale.
- ²⁵ Voir, par exemple, Gjeçov (1933, p. 68, par. 666).
- ²⁶ Un tel symbolisme peut toujours être observé dans certains cas contemporains de criminalité transnationale albanaise (Schwandner-Sievers, 2005, p. 325).
- ²⁷ Staline a exclu la Yougoslavie de Tito du Kominform en 1948 alors que, dans le même temps, l'Albanais Enver Hoxha renforçait ses relations avec Moscou.
- ²⁸ Cet encadré se base sur une recherche sur le terrain menée par Small Arms Survey dans les trois pays (voir note 4 pour une liste de publications); Nizharadze (2004); et entretiens menés par Stina Torjesen avec: Alymbekov Narynbek, titulaire d'un doctorat, candidat en sciences historiques, Université américaine de Bichkek-Asie centrale, Kirghizstan, août 2004; Anvar Mokeev, docteur en sciences historiques et ethnographe, Université Manas de Bichkek, Kirghizstan, août 2004; Sajar Tajimatov, vice-doyen, Université de l'Etat d'Osh, Kirghizstan, août 2004; Shonsar Shoismatulloev, directeur de l'Institut de recherche AFKOR, Douchanbe, Tadjikistan, septembre 2004; et Shukhrob Mirsaidov, sous-directeur du Département d'investigation criminelle, ministère de l'Intérieur, Douchanbe, Tadjikistan, février 2004.
- ²⁹ Voir aussi Backer (1983, p. 161-74).
- ³⁰ Dans les villages, la naissance d'un garçon peut également motiver une telle célébration.
- ³¹ En 1989, la police fédérale yougoslave estimait qu'il existait près de 400.000 armes illégales au Kosovo, y compris 150.000 à canon long, en plus des 65.540 armes enregistrées. Pour plus d'informations, voir Milan Gorjanc, *Small Arms and Light Weapons and National Security*, document de conférence non publié, 27 janvier 2000, dans BICC (2002, p. 127-28).
- ³² Entretien sur l'histoire orale avec un Albanais kosovar de 53 ans,

- Londres, octobre 2004 (interrogé dans le cadre d'une recherche ethnographique plus large par Stephanie Schwandner-Sievers). Après l'invasion de la Tchécoslovaquie par le Pacte de Varsovie en 1968, Tito voulut armer les travailleurs de toutes les républiques yougoslaves et des provinces autonomes en Unités de défense territoriale, indépendantes de l'Armée nationale yougoslave (JNA), comme un moyen de prévenir les invasions étrangères. Les armes étaient détenues aux niveaux municipal, local et régional. Les développements des années 1990 ont privé les Albanais du Kosovo de l'accès officiel à ce système de défense national et à ses armes (Hoare, 2003, p. 18-19).
- ³³ Pour en savoir plus sur le «parallélisme», le système parallèle de la «résistance civile» des Albanais du Kosovo en-dehors des structures étatiques officielles yougoslaves, voir Clark (2000).
- ³⁴ *Rrafsh i Dukagjinit* est l'expression albanaise qui désigne la partie ouest du Kosovo, que les Serbes appellent *Metohija*.
- ³⁵ Pour les exemples biographiques, voir Mehmetaj (2001) sur Adrian Krasniqi de la Drenica qui, aujourd'hui, est célébré comme le premier «martyr» de l'UCK parce qu'il fut le premier combattant «en uniforme» à être tué lors de l'attaque d'un poste de police serbe en 1997 (Judah, 2000, p. 128). Voir également Hamzaj (2000) sur le commandant de l'UCK Ramush Haradinaj.
- ³⁶ Ramush Haradinaj, qui a perdu son frère au cours d'opérations de trafics d'armes à la frontière entre l'Albanie et le Kosovo en 1997, a démissionné de son poste de Premier ministre du Kosovo après que le Tribunal des Nations unies basé à La Haye l'a accusé de crimes de guerre en mars 2005.
- ³⁷ Au début des années 1990, un certain nombre d'armes ont été importées en fraude des Etats-Unis via l'Albanie sous le prétexte d'organisation d'expéditions de chasse par des clubs (Sullivan, 2004, p. 216-17).
- ³⁸ Voir également Judah (2000, p. 114). Des preuves, apparues après le conflit de 1999, montrent que le gouvernement parallèle «pacifiste», dirigé par Bujar Bukoshi et son «ministère de la Défense» en exil, s'est secrètement engagé à créer une armée et des forces de police albanaises kosovares. L'armée «officielle» de l'Etat parallèle, les Forces armées de la République du Kosovo (FARK), a recruté des officiers albanais du Kosovo qui avaient travaillé auparavant pour l'armée et la police yougoslaves. Les FARK ont donc pu profiter de contacts permanents avec l'armée croate et de son approvisionnement en armes (Hockenon, 2003, ch. 8-11; Kola, 2004, ch. 8). Pendant la guerre du Kosovo et après celle-ci, cependant, c'est l'UCK «non-officielle» qui a joué un rôle déterminant, en intégrant une partie des forces des FARK tout en persécutant le reste comme des rivaux et des «traîtres» (Schwandner-Sievers et Duijzings, 2004).
- ³⁹ Les observateurs cités comparent de manière critique les idéaux pacifistes «ouverts» de Gandhi avec le caractère «fermé» de la non-violence basée sur les processus d'homogénéisation et sur le nationalisme traditionaliste au Kosovo au début des années 1990.
- ⁴⁰ La réconciliation *kanun* traditionnelle a généralement lieu pendant les fêtes religieuses.
- ⁴¹ Les négociations de Dayton ont conclu que le cas du Kosovo était une affaire interne dans laquelle deux problèmes devaient être résolus: la situation des droits de l'homme et le problème de l'autonomie provinciale. Ni l'indépendance, ni le droit à l'autodétermination n'ont fait l'objet de discussions en tant qu'options pour la province, décevant ainsi les Albanais du Kosovo qui attendaient une récompense internationale pour leurs souffrances et leur résistance pacifique (Judah, 2000, p. 125; Kola, 2003, p. 313-14).
- ⁴² Ces groupes dissidents, appelés «enveristes» pour leur affinité et leurs contacts avec le dictateur communiste de l'Albanie voisine Enver Hoxha au début des années 1980, avaient individuellement plaidé pour une résistance armée; certains fondèrent le parti radical LPK (Judah, 2000, p. 102-20).
- ⁴³ Cependant, il existait une division interne car tous ne voyaient pas la nécessité de préparatifs à long terme pour créer une armée propre avant de risquer une guerre directe. Malgré un approvisionnement en armes insuffisant, ceux qui étaient favorables à la poursuite immédiate des attaques se séparèrent du LPK pour former le Mouvement national pour la libération du Kosovo, ou LKÇK; ce groupe revendiqua par la suite la responsabilité de nombreuses attaques dirigées contre des personnes considérées comme «traîtres» (ou «collaborateurs»), ainsi que contre la police serbe (Judah, 2000, p. 115).
- ⁴⁴ «Selon des estimations gouvernementales, plus d'un demi-million d'armes (fusils semi-automatiques, 3,5 millions de grenades à main et 1,25 million de mines antipersonnel) sont tombées entre les mains de la population civile» albanaise (Jorgensen, 1999). D'autres estimations établissent ce nombre à 650.000 armes à feu; cependant, toutes ces armes n'étaient pas des fusils semi-automatiques (BICC, 2002, p. 130-31). Pour plus de détails concernant l'impact de ces événements sur l'arsenal de l'UCK, voir Heinemann-Grüder et Paes (2001, p. 13).
- ⁴⁵ Voir, par exemple, Hamzaj (2000, p. 23, 27, 32-33).
- ⁴⁶ Pour une sélection de rapports critiques en anglais, bien que parfois biaisés, sur le problème de l'UCK et de la criminalité, voir Chossudovsky (1999), <<http://www.srpska-mreza.com/sirius/KLA-Drugs.html>> et <<http://www.srpska-mreza.com/sirius/Albania-KLA-Crime.html>>
- ⁴⁷ Hashim Thaçi, chef et représentant politique de l'UCK lors des négociations de paix de Rambouillet en février 1999, est aujourd'hui chef du parti d'opposition PDK.
- ⁴⁸ Selon Ramush Haradinaj, beaucoup d'Albanais des villes du Kosovo parlaient de ces combattants dans des termes quelque peu méprisants comme «des gens des montagnes» (Hamzaj, 2000, p. 100).
- ⁴⁹ Stephanie Schwandner-Sievers, résultats d'une recherche sur le terrain et d'entretiens ethnographiques avec des combattants vétérans de l'UCK à Pristina et dans des villages de la Drenica, février-mars 2005.
- ⁵⁰ Voir, par exemple, les Communiqués n° 13 (juin 1995), n° 21 (14 juin 1996), n° 27 (27 octobre 1997); voir également, les Communiqués n° 43 (2 mars 1998) et sans numérotation (29 août 1998), tous publiés dans Elshani (1998, p. 32, 71, 104-05).
- ⁵¹ Par exemple, le meurtre des «collaborateurs parlant albanais» a été décrit en 1991 comme l'objectif d'Adrian Krasniqi, le premier combattant qui mourut en uniforme en 1997. Voir Mehmetaj (2001, p. 18).
- ⁵² En janvier 2000, l'ancienne UCK a été officiellement transformée en TMK, agence civile chargée de fournir des secours et des services de reconstruction au Kosovo. Le TMK est limité à 200 armes enregistrées pour la surveillance de ses installations, ainsi qu'à quelques armes de célébration. On suspecte le TMK d'avoir, aujourd'hui encore, un accès informel aux armes (Khakee et Florquin, 2003, p. 12). Pour des détails sur la MINUK et l'UCK, voir <<http://www.unmikonline.org/1styear/kpcors.htm>>.
- ⁵³ Traduction de l'albanais par l'auteur. Disponible sur <<http://groups.msn.com/Kosovaweb/poeziprkosov.msnw>> (consulté en octobre 2004).
- ⁵⁴ En mai 2003, plus de 20.000 armes avaient été enregistrées conformément à la Réglementation de l'ONU n° 2001/7 concernant l'autorisation de la possession d'armes au Kosovo. Si la police de la MINUK détermine qu'une personne «fait l'objet de menaces graves», cette personne peut acquérir une Carte d'autorisation de port d'armes. Il est significatif de noter que les chasseurs et les tireurs amateurs ont été encouragés à faire enregistrer leurs armes de chasse ou de loisirs au poste de police local et à se procurer une Carte d'autorisation de port d'armes. Près de 9.000 chasseurs sont officiellement regroupés dans des associations de chasse sous le patronage de la Fédération des chasseurs du Kosovo (Khakee et Florquin, 2003, p. 34 et fn. 95).
- ⁵⁵ Alain Lapon, représentant du PNUD, suggère que 80% de la population du sud des Balkans adopte de telles attitudes critiques (dans Zimonjic, 2004). Pour les Albanais du Kosovo, voir Khakee et Florquin (2003, p. 9, 32-33).
- ⁵⁶ La KFOR a aidé la MINUK à démilitariser l'UCK, processus prévu par la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies. Voir la résolution sur <<http://daccess-ods.un.org/TMP/3323410.html>>.
- ⁵⁷ Quin (2003) cite le chef de police de Kukës, Albanie septentrionale. La formation militaire a été menée clandestinement aux environs de Kukës; en temps de crise, les armes étaient stockées au Kosovo et dans l'ARYM toute proche.
- ⁵⁸ Voir également Clark (2002, p. 6).
- ⁵⁹ Voir la déclaration du sociologue indépendant de Pristina Blerim Latifi, dans IWPR (2003).

BIBLIOGRAPHIE

- Abdyli, Ramiz. 2000. «Adem Jashari (1955-1998)». *Kosova: Historical/Political Review*. Prishtina/Tirana: The Institute of History. Vol. 8, p. 21-25.
- AFSC et RHSC (American Friends Service Committee et Regional Human Security Center au Jordan Institute of Diplomacy). 2002. «Traditional Cultural Practices and Small Arms in the Middle East: Problems and Solutions». Workshop report.
- Amman, Jordan. Novembre, consulté en mars 2005. <http://www.geneva.quino.info/pdf/amman_seminar_report.pdf>
- Backer, Berit. 1983. «Behind the Stone Walls». *Culture populaire albanaise*. Vol. 3, n°3, p. 161-74.
- Ben Nun, Gilad. 2004. *Brutalizing Human Relations: The Impact of Small Arms upon Israeli Society*. Background paper. Genève: Small Arms Survey.
- BICC (Bonn International Center for Conversion). 2002. «Armed and Dangerous: The Proliferation of Small Arms and Light Weapons in the Balkans». *Conversion Survey 2002*. Bonn: Nomos.
- Bogdanovic, Dimitrije. 1995. «The Kosovo Question Past and Present». *Serbian Academy of Sciences and Arts Monographs*, vol. DLXVI, Presidium n° 2. Consulté en avril 2005. <http://www.snd-us.com/history/bogdanovicD-kosovo_question.htm>
- La Cava, Glora *et al.* 2000. *Conflict and Change in Kosovo: Impact on Institutions and Society*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Chossudovsky, Michel. 1999. «Kosovo 'Freedom Fighters' Financed by Organised Crime». New York: Global Security Forum. Avril. Consulté en mars 2005. <<http://www.globalpolicy.org/security/issues/kosovo23.htm>>
- Clark, Howard. 2000. *Civil Resistance in Kosovo*. Londres: Pluto Press.
- . 2002. *Kosovo: Work in Progress: Closing the Cycle of Violence*. Centre for the Study of Forgiveness and Reconciliation. Coventry University. Janvier. Consulté en novembre 2004. <<http://legacywww.coventry.ac.uk/legacy/acad/isl/forgive/images/kosovo.pdf>>
- Coon, Charleton. 1950. *The Mountains of Giants: A Racial and Cultural Study of North Albanian Mountains Ghegs*. Cambridge, MA: Peabody Museum.
- Cozzi, D. Ernesto. 1912. «La donna albanese: con speciale riguardo al diritto consuetudinario delle Montagne di Scutari». *Anthropos*, vol. 7, p. 309-35, 617-26.
- Demetriou, Spiros. 2002. *Politics from the Barrel of a Gun: Small Arms Proliferation and Conflict in the Republic of Georgia (1998-2001)*. Small Arms Survey, document hors-série n° 6. Genève: Small Arms Survey. Novembre.
- Duijzings, Ger. 2000. *Religion and the Politics of Identity in Kosovo*. Londres: Hurst.
- Durham, Edith. 1909. *High Albania*. Londres: Edward Arnold.
- Elshani, Gafurr. 1998. «Ushtria Çlirimtare e Kosovës: Dokumentet dhe artikuq». 2e édit. Pristina: Zëri i Kosovës.
- Farnam, Arie. 2003. «Gun culture stymies the UN in Kosovo». *Christian Science Monitor*. 26 septembre. Consulté en mars 2005. <<http://www.csmonitor.com/2003/0926/p08s01-woeu.html>>
- Faroqhi, Surajya. 1995. *Kultur und Alltag im Osmanischen Reich: Vom Mittelalter bis zum Anfang des 20. Jahrhunderts*. Munich: Beck.
- Gjeçov, Shtjefën. 1933. *Kanuni i Lekë Dukagjinit*. Lezha, Albania: Kuvendi. Réimpression en facsimilé 2001.
- . 1989. *Kanuni i Lekë Dukagjinit—Le Code de Lekë Dukagjini*. Texte albanais avec la traduction parallèle en anglais de Leonard Fox. New York: Gjonlekaj.
- Gray, Andrew. 1999. «Hidden KLA arms not troubling KFOR». Reuters. 23 septembre. Consulté en avril 2005. <<http://agitprop.org.au/stopnato/19990924kla.php>>
- Hahn, Georg von. 1854. *Albanesische Studien*. Vol. 1. Jena: Friedrich Mauke.
- Halimi, Emin et Ajnishahe Shala. 2000. *The Jasharis: The Story of a Resistance*. Skenderaj: Municipal Board, Rilindja.
- Hamzaj, Bardh. 2000. «A narrative about war and freedom (dialogue with the commander Ramush Haradinaj)». Pristina: Zëri.
- Hasluck, Margaret. 1954. *The Unwritten Law in Albania*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Heinemann-Grüder, Andreas et Wolf-Christian Paes. 2001. *Wag the Dog: The Mobilization and Demobilization of the Kosovo Liberation Army*. Bonn: BICC.
- Henley, Paul. 2003. «Albania's Gun Culture Proves Hard to Shift». BBC News Online. 15 janvier. Consulté en mars 2005. <<http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/europe/2660853.stm>>
- Hoare, Marko Attila. 2003. *How Bosnia Armed*. Londres: Saqi.
- Hockenos, Paul. 2003. *Homeland calling: exile patriotism and the Balkan Wars*. Ithaca et Londres: Cornell University Press.
- Ibrahimi, Sayed Yaqub. 2004. «Afghan Gun Culture Costs Lives». Institute for War and Peace Reporting. 25 novembre. Consulté en mars 2005. <http://www.iwpr.net/index.pl?archive/arr/arr_200411_149_2_eng.txt>
- ICG (International Crises Group). 2005. *Kosovo: Toward Final Status*. Europe Report 161, 24 janvier.
- Inalcık, Halil. 1974. «The Socio-Political Effects of the Diffusion of Fire-Arms: check spelling in the Middle East». Dans Bela Király, éd. *War, Technology and Society in the Middle East*. Londres et Oxford: Oxford University Press, p. 195-217.
- IWPR (Institute on War and Peace Reporting). 2003. «Arms Amnesty Debate: Radio Television Kosova (RTK) Compte-rendu du débat télévisé. Pristina: IWPR. 8 décembre. Consulté en novembre 2004. <http://www.iwpr.net/index.pl?local_balkans/kos/events/balkans_lt_arms_081203_eng.html>
- Jane's Defence Weekly*. 2001. «How Many Weapons in Macedonia?» 25 août.
- Jorgensen, Lotte. 1999. *Giving up Arms for Progress*. Gramsh, Albania: PNUD. Consulté en mars 2005. <<http://www.undp.org/dpa/choices/december99/arms.htm>>
- Judah, Tim. 2000. *Kosovo: War and Revenge*. New Haven et Londres: Yale University Press.
- . 2001. «The Growing Pains of the Kosovo Liberation Army». Dans Michael Waller *et al.*, eds. *Kosovo: The Politics of Delusion*. Londres et Portland: Frank Cass, p. 20-24.
- Keegan, John. 1994. *A History of Warfare*. Londres: Pimlico.
- Khaakee, Anna et Nicolas Florquin. 2003. *Kosovo and the Gun: A Baseline Assessment of Small Arms and Light Weapons in Kosovo*. Rapport spécial. Genève: PNUD et Small Arms Survey.
- Kola, Paulin. 2003. *The Search for Greater Albania*. Londres: Hurst.
- Kraja, Mehmet. 2003. *Mirupafshim në një luftë tjetër* (Adieu à une autre guerre). Pristina: Rozafa.
- MacFarlane, Neil S. et Stina Torjesen. 2004. *Kyrgyzstan: A Small Arms Anomaly in Central Asia?* Small Arms Survey, document hors-série n° 12. Genève: Small Arms Survey, février.
- Malcolm, Noel. 1998. *Kosovo: A Short History*. Londres: Macmillan.
- Maliqi, Shkëlzen. *Kosova: Separate Worlds*. Pristina: Dukagjini PH.
- Martín-Baró, Ignacio. 1983. *Acción e ideología: Psicología social desde Centroamerica*. San Salvador: UCA Editores.
- Mehmetaj, Faton. 2001. Mehmetaj. *Adrian Krasniqi-Rexha: Një jetë e një vdekje për atëdhe* (Adrian Krasniqi-Rexha: Une vie et une mort pour la patrie). Gjakova: Zgijimi.

- Mertus, Julie A. 1999. *Kosovo: How Myths and Truths Started a War*. Berkeley: University of California Press.
- Morris, Kylie. 2003. «Afghanistan's Gun Culture Challenge». BBC News Online. 22 février. Consulté en mars 2005. <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/south_asia/2788167.stm>
- Mustafa, Artan et Jeta Xharra. 2003. «Kosovo Gun Amnesty Setback». *Balkan Crisis Report* 464. Pristina: Institute for War and Peace Reporting, 16 octobre.
- Nizharadzje, George. 2004. *Gun Culture in Georgia*. Document de travail. Genève: Small Arms Survey, septembre.
- O'Loughlin, Ed. 2003. «Business Booming for Town's Gun Traders». *Sydney Morning Herald Online*. 26 avril. Accès par souscription. <<http://www.smh.com.au/articles/2003/04/25/1050777410838.html?oneclick=true>>
- Oxfam et AI (Amnesty International). 2003. *Shattered Lives: The Case for Tough International Arms Control*. Hackney: Colibri Press Ltd. Consulté en avril 2005. <http://www.controlarms.org/downloads/shattered_lives.htm>
- Oxford Albanian-English Dictionary*. 1999. Oxford: Oxford University Press.
- Peinsipp, Walther. 1985. *Das Volk der Shkypetaren*. Vienne: Boehlau.
- Peric Zimonjic, Vesna. 2004. «Balkans: Millions of Illegal Guns Threaten Peace». Inter Press Service. 14 janvier. Consulté en mars 2005. <<http://www.ipsnews.net/africa/interna.asp?idnews=21913>>
- PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). 2003. *Armas de Fuego y Violencia*, San Salvador: PNUD.
- Pushkollli, Fehmi. 2001. *Zahir Pajaziti: Hero i Kombit* (Zahir Pajaziti: héros national), Pristina: UÇK-Zona Operative e Llapit.
- Quin, David *et al.* 2003. «Albania, Kosovo and Macedonia: Armed to the Teeth». *Balkan Crisis Report* 470. Skopje, Pristina et Tirana: Institute for War and Peace Reporting et Saferworld.
- Ramet, Sabrina. 2002. *Balkan Babel: The Disintegration of Yugoslavia from the Death of Tito to the Fall of Milosevic*. 4e édition. Boulder, CO: Westview.
- Regg Cohn, Martin. 2001. «Kalashnikov Culture: Talking Tough on Guns in Pakistan». *Toronto Star*: 11 avril. Consulté en mars 2005. <<http://www.worldpress.org/cover1.htm>>
- Reineck, Janet. 1991. *The Past as Refuge: Gender, Migration, and Ideology Among the Kosova Albanians*. Thèse de doctorat en philosophie non publiée. Berkeley: Université de Californie.
- . 1993. «Seizing the Past, Forging Visions of Self and Nation among the Kosova Albanians». *Anthropology of East Europe Review*. Vol. 11, n° 1-2.
- Reiter, Norbert. 1987. «Jene Welten: Beschrieben nach ostbalkanlavischer und albanischer Volksprosa». *Zeitschrift für Balkanologie*, vol. 23, n° 2, p. 151-70.
- Roslin, Alex. 1999. «The Kosovo connection: the KLA and the heroin craze of the 90s». Consulté en avril 2005. <<http://agitprop.org.au/stopnato/20000126drugsrosli.php>>
- Roy, Saswati. 2005. «Daily Living with Terror». *Peace News*. <<http://www.peacenews.info/issues/2452/245225.html>>
- Rrapi, Gjergji. 2003. *Die albanische Großfamilie im Kosovo*. Vienne: Boehlau.
- Saferworld. 2002. «Gun Culture' exaggerated in Federal Republic of Yugoslavia». Londres, mai. Consulté en mars 2005. <<http://www.saferworld.org.uk/media/pr020702.htm>>
- Schwandner-Sievers, Stephanie. 1999. «Humiliation and Reconciliation in Northern Albania: The Logics of Feuding in Symbolic and Diachronic Perspectives». Dans Georg Elwert *et al.*, éd. *Dynamics of Violence: Processes of Escalation and De-escalation of Violent Group Conflicts*. Berlin: Duncker & Humblot, p. 133-52.
- . 2005. «Culture' in Court: Albanian Migrants and the Anthropologist as Expert Witness». Dans Sarah Pink, éd. *The Applications of Anthropology*. Oxford et New York: Berghahn. A paraître.
- Schwandner-Sievers, Stephanie et Ger Duijzings. 2004. *A War within a War*. Anthropological background report. 31 mai. La Haye: Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Document du tribunal.
- Singh, Neeraj. 2001. «Kosovo Must Choose Between Prosperity and Violence». Pristina: Police de la MINUK. Consulté en mars 2005. <<http://www.unmikonline.org/civpol/articles/MustChoose.htm>>
- Stohl, Rachel. 2003. «War ends but Iraq battle over small arms just begins». *Christian Science Monitor*. 28 mai. Consulté en mars 2005. <<http://www.csmonitor.com/2003/0528/p11s02-coop.html>>
- Sullivan, Stacy. 2004. *Be not afraid for you have sons in America: how a Brooklyn roofer helped lure the U.S. into the Kosovo war*. New York: St. Martin's Press.
- Tola Winjobi, David. 2004. «Gun Culture and Stakeholders' Role». Rapport présenté lors de la cérémonie d'inauguration du Réseau nigérian d'action sur les armes légères, à Abuja, Nigeria, 17 novembre. Consulté en mars 2005. <http://www.iansa.org/regions/wafrica/gun_culture.htm>
- Torjesen, Stina, Christina Wille et Neil MacFarlane. 2005. «Tajikistan's Road to Stability: Reduction in Small Arms and Light Weapons Proliferation and Remaining Challenges». Genève: Small Arms Survey. A paraître.
- Vickers, Miranda. 1998. *Between Serb and Albanian: A Short History of Kosovo*. Londres: Hurst.
- Young, Antonia. 2000. *Women Who Become Men: Albanian Sworn Virgins*. Oxford et New York: Berg.
- Zimonjic, Vesna. 2004. «Balkans: Millions of Illegal Guns Threaten Peace». Inter Press Service. 14 janvier. Consulté en mars 2005. <<http://www.ipsnews.net/africa/interna.asp?idnews=21913>>

REMERCIEMENTS

Auteurs principales

Stephanie Schwandner-Sievers et Silvia Cattaneo

Autre collaborateurs

Anna Khakee, Neil MacFarlane, David Mutimer, Wolf-Christian Paes, Michael Pugh, Ruxandra Stoicescu et Stina Torjesen